

Négociations sur l'agriculture et les services à l'OMC : propositions pour les pays en voie de développement *

par Bhagirath Lal Das

Les négociations ont démarré à l'OMC dans les domaines de l'agriculture et des services, comme prévu dans l'Accord sur l'agriculture et l'Accord général sur le commerce des services (GATS). Dans la phase initiale, les modalités/directives seront mises au point. C'est une phase très importante, car ces modalités/directives détermineront le cours des négociations et également, dans une grande mesure, leurs résultats. Il est donc nécessaire que les pays en développement s'impliquent pleinement dans ce processus et avancent leurs propres propositions spécifiques concernant les modalités/directives.

Il est à présent bien entendu que ces deux accords de l'OMC contiennent des insuffisances, des injustices et des déséquilibres significatifs. Le fardeau des obligations dans ces domaines pèse effectivement beaucoup plus lourd sur les pays en développement que sur les pays développés.

Pour ne pas aggraver davantage ces déséquilibres et ces injustices, il faudra donc beaucoup d'attention de la part du système, mais surtout des pays en développement. La crédibilité du système dépendra beaucoup de la mesure dans laquelle les pays seront capables de réduire les déséquilibres et les injustices. En fait, ceci devrait être l'objectif prioritaire ; et les modalités/directives devraient être conçues pour atteindre cet objectif. Dans les deux domaines, les négociations du Cycle d'Uruguay se sont concentrées sur la libéralisation. Il y aura des pressions naturelles pour faire redémarrer le processus de là où il s'était terminé dans ce Cycle. Il est probable que les pays développés proposeront à nouveau de suivre les modalités et directives du Cycle d'Uruguay même dans les négociations à venir, avec des modifications. Ces modalités s'étant soldées par des déséquilibres et des injustices, il est impératif que les pays en développement résistent à ces pressions.

Le texte qui suit décrit les principaux problèmes rencontrés dans ces deux domaines, et propose quelques suggestions concernant les modalités/directives pour les négociations à venir.

AGRICULTURE

Portée des nouvelles négociations

Les nouvelles négociations seront axées sur « l'objectif à long terme qui est la

réduction progressive substantielle du soutien et de la protection » dans le domaine de l'agriculture. Dans ce processus, certains facteurs qu'il faudrait prendre en compte sont : les « préoccupations autres que d'ordre commercial », « le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement Membres ». « l'établissement d'un système de commerce des produits agricoles qui soit équitable et axé sur le marché » ainsi que « les objectifs et les préoccupations mentionnées dans le préambule » de l'Accord sur l'agriculture. Les préoccupations et les objectifs primordiaux mentionnés dans le préambule de l'Accord sur l'agriculture qui visent à « remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et de les prévenir ».

Certaines implications sont importantes. Par exemple, l'orientation vers le marché n'est pas le seul facteur déterminant, comme elle est souvent présentée ; le système du commerce des produits agricoles doit être juste. En outre, les restrictions et les distorsions des marchés agricoles mondiaux sont reconnues comme des facteurs qu'il faudrait corriger et prévenir. Manifestement, les politiques et les mesures entraînant des restrictions et des distorsions sérieuses dans les échanges agricoles mondiaux doivent être ciblées en vue d'actions.

Orientations du Cycle de l'Uruguay et risques entraînés

Dans l'agriculture, les négociations étaient structurées sur l'élimination générale des obstacles non tarifaires et la réduction des droits de douane, des soutiens internes et des subventions à l'exportations.

La nature des obligations devant être contractées par tous les pays, à l'exception des PMA (pays les moins avancés), était la même en général, bien que les réductions pour les pays en développement aient été quelque peu de moindre importance. Tous les pays, y compris les PMA, devaient éliminer les obstacles non tarifaires et

rendre contraignants tous les droits tarifaires. Tous les pays, à l'exception des PMA, devaient réduire les droits de douane, le soutien interne et la subvention des exportations. L'approche fondamentale était que ces pays devaient contracter des obligations dans ces trois domaines.

Il y aura des pressions en vue de l'adoption d'une approche similaire dans les nouvelles négociations dans ce domaine. Comme ceci a été dit plus

Sommaire

Négociations dans l'agriculture et les services à l'OMC : propositions pour les pays en voie de développement	1
Nécessité d'une protection des sauvegardes de santé publique	3
Campagne des ONG africaines contre l'AGOA5	
L'Afrique sera-t-elle la laissée pour compte de la Convention «Climat» ?	8
Règlement des différends	10
Calendrier et ressources	24

* Communication présentée par **Bhagirath Lal Das** lors du séminaire sur « Les développements actuels à l'OMC : Perspective des pays en développement » Organisé par Third World Network, Genève, 14-15 septembre 2000.

Négociations agricoles ... (suite de la page 1)

haut, cette approche a entraîné des insuffisances, des déséquilibres et des injustices. Certains exemples importants servant d'illustration seront donnés ultérieurement. Il serait dangereux pour les pays en développement, de permettre de nouveau, l'adoption d'une telle approche.

Résultats déséquilibrés et injustices du Cycle de l'Uruguay

(a) Protection et subventions dans les pays développés

Niveaux élevés de droits tarifaires : Les principaux pays développés appliquent des droits de douane très élevés sur certains produits agricoles importants, allant parfois même jusqu'à près de 300 à 400%. Ceci équivaut pratiquement à une interdiction d'importation, sauf pour les quantités couvertes par les contingents tarifaires qui peuvent être importées avec des droits de douane faibles.

Niveau élevé de soutien interne: Le soutien interne est très élevé dans les grands pays développés et s'est en fait accru au cours des dernières années. Il est décevant de constater que, bien que les grands pays développés aient techniquement rempli leur obligation de réduction du soutien interne, ils ont en réalité accru le montant de la subvention. Et ceci s'est fait par un recours très ingénieux aux dispositions de l'Accord, ce qui démontre que les dispositions elles-mêmes présentent des insuffisances. Ceci montre peut-être également que les déclarations de ces pays à l'OMC concernant la libéralisation et la réduction des subventions à l'agriculture ne s'appuient pas sur une volonté politique. La méthode qu'ils utilisent est brièvement expliquée ci-dessous.

L'Accord sur l'agriculture nécessite que, comme mesure de soutien interne, les pays calculent ce que l'on a appelé la Mesure Globale du Soutien (MGS) pour la période de base (taux moyen annuel durant la période 1986-88) et la réduisent d'année en année. Mais deux catégories de subventions sont exemptées du calcul de la MGS, donc des engagements de réduction. Un groupe est donné en Annexe II et l'autre groupe dans l'article 6. Pour plus de commodité, nous appellerons ces deux groupes « subventions bénéficiant d'exemptions ».

Le niveau de base de la MGS avait été pris comme taux moyen annuel durant la période 1986-88. La réduction (24%) de la MGS devait être effectuée sur cette base 2000 par les pays développés durant la période 1995-2000.

Les grands pays développés ont réduit la MGS et rehaussé de beaucoup le niveau des subventions bénéficiant des exemptions, ce qui a entraîné une hausse très forte du soutien interne total, c'est-à-dire comprenant à la fois la MGS et des subventions bénéficiant de l'exemption. Dans la Communauté européenne, le niveau de base de la totalité des subventions était de près de 83 milliards de dollars US et s'est accru à 95 milliards de dollars en 1996. Aux Etats-Unis, le niveau correspondant est passé de 50 à 58 milliards de dollars US. Il y a une autre mesure de soutien interne total, appelée Equivalent subvention à la production (ESP). Dans la Communauté européenne, il s'est accru, passant de 100 milliards de

dollars US dans la période de base à 130 milliards de dollars en 1998. Aux Etats-Unis, il y a eu un accroissement de 41 à 47 milliards de dollars. Pour l'ensemble des pays développés, il y a eu un accroissement correspondant, de 247 à 274 milliards de dollars US. Ainsi, des subventions internes considérables se sont main-

tenues dans les pays développés et se sont accrues au cours des années. (Les chiffres sont fondés sur les calculs du South Centre, à Genève).

Subventions à l'exportation: En ce qui concerne les subventions à l'exportation, l'engagement des pays développés est de réduire les dépenses budgétaires de 36% et la quantité totale des exportations couvertes par les subventions de 21%. Dans ce cas, le niveau de base est le niveau annuel moyen pour 1986-90 et la réduction doit se faire sur la période 1995-2000. Certains pays, qui avaient re-

haussé le niveau des subventions à l'exportation en 1991-92, ont été autorisés à partir de niveau plus élevés en 1995 à procéder à une réduction rapide afin d'atteindre l'objectif de réduction de 36/21 sur le niveau de base de 1986-90. Ainsi, même en l'an 2000, le montant des subventions continuera de représenter 64% du niveau de base.

(b) Situation des pays en développement

Droits tarifaires et subvention : La plupart des pays en développement n'avaient pas d'obstacles non tarifaires d'un type qui aurait été converti en équivalents tarifaires. (Leurs mesures de contrôle des importations avaient été prises essentiellement au titre des dispositions en matière de balance des paiements qui ne nécessitaient pas de tarification). Ainsi, contrairement aux principaux pays développés, qui antérieurement faussaient les échanges par des obstacles non tarifaires, la plupart des pays en développement n'ont pas eu l'occasion d'introduire des droits de douane élevés par le processus de tarification.

En outre, la plupart des pays en développement ne fournissaient pas beaucoup de soutiens internes et de subventions à l'exportation. En conséquence, ils ne bénéficient pas de la possibilité d'avoir recours à ces instruments au-delà des limites de *minimis* dans le cas du soutien interne. A l'exception de quelques rares pays en développement (Brésil, Cuba, Colombie, Venezuela, Corée, Thaïlande et l'Inde, qui ont recours à certaines subventions bénéficiant de l'exemption, bien qu'à des niveaux comparativement faibles), la plupart des pays en développement n'ont pas recours à ce type de subvention, ou alors à des niveaux négligeables, comparé au total des subventions bénéficiant d'exemptions des pays développés.

Sauvegarde spéciale : Il est possible qu'un problème grave apparaisse pour les pays en développement. Avec la réduction des obstacles tarifaires, les pays en développement courent le risque de subir une poussée soudaine d'importations agricoles qui nuiront à leur capacité de production interne. Une démarche sûre aurait été le recours au mécanisme de sécurité du GATT de 1994 ; mais il peut être techniquement difficile de démontrer des dommages dans une production aussi dispersée que l'agriculture. En conséquence,

(suite à la page 13)

Nécessité d'une protection des sauvegardes de santé publique au titre des ADPIC pour les médicaments essentiels en Afrique australe

par René Loewenson *

« La question qui se pose est de savoir quelle initiative les pays en développement peuvent entreprendre pour s'assurer qu'un processus qui, de par sa nature, favorisera les riches, prendra également en compte ce qui constitue clairement les besoins les plus pressants des millions de personnes qui, dans nos populations, ne disposent pas des choses les plus élémentaires dont l'être humain a besoin ».

Le Président sud-africain, Thabo Mbeki, parlant de la mondialisation (discours d'ouverture du Sommet du Mouvement des non-alignés, le 31 août 1998, à Durban).

Le présent article examine les conséquences de l'Accord sur les ADPIC sur l'accès aux médicaments pour les pays de la SADC (Southern African Development Community). L'article expose la teneur clé des politiques en matière de médicaments essentiels nécessaires pour gérer les problèmes de santé publique dans la région, et examine l'incidence de l'Accord sur ces politiques. Il met en évidence les options dont disposent les gouvernements de la SADC pour prendre en compte ces incidences ainsi que les mesures actuelles appliquées par ces gouvernements et par d'autres institutions pour soutenir l'accès aux médicaments essentiels et faire face aux obligations en matière de santé publique.

Les défis de la santé

Le contexte sanitaire pour ces mesures est important. La pauvreté touche plus du quart de la population de l'ensemble des pays de la SADC, et la majeure partie des populations démunies dépendent du secteur public pour les soins de santé. Le fardeau de la maladie est tout aussi lourd. Près d'un tiers des enfants ont une insuffisance pondérale, un nourrisson sur dix meurt durant la première année de vie et une femme sur 200 meurt de complications liées à la grossesse ou à l'accouchement. L'Afrique australe est la région la plus touchée au monde par le VIH/SIDA, ce qui réduit sérieusement l'espérance de vie qui est parmi les plus faibles au monde. La tuberculose, la pneumonie, le paludisme et d'autres maladies transmissibles ainsi que la malnutrition ont également une incidence élevée dans la région.

Quel rôle pour les médicaments essentiels ?

Le concept de médicaments essentiels, développé par l'OMS (Organisation mondiale de la santé) en 1977, vise à accorder un rang prioritaire à une liste limitée de médicaments vitaux et essentiels, efficaces, sûrs, de bonne qualité et d'un prix abordable pour le traitement des problèmes de santé prioritaires de la majorité de la

population. Le concept a été adopté par tous les Etats Membres de la SADC. L'OMS réactualise régulièrement sa Liste type de Médicaments Essentiels, mais les pays doivent dresser leurs propres Listes de médicaments essentiels pour les différents niveaux (soins de santé primaires, soins hospitaliers) sur la base de leurs propres schémas de morbidité, de leurs directives thérapeutiques et des ressources humaines et financières dont ils disposent.

Un des critères pour qu'un médicament soit dit essentiel, est qu'il soit d'un coût abordable. Certains médicaments nouveaux, vitaux, mais chers (presque tous brevetés) sont donc exclus des listes actuelles de médicaments essentiels. En conséquence, ils ne bénéficient pas des exemptions fiscales et des procédures d'enregistrement accéléré, et ne sont pas perçus comme prioritaires dans de nombreux pays. Il faut envisager une nouvelle caté-

gorie de médicaments essentiels, « vitaux, mais d'un coût non encore abordable », sur laquelle peuvent se concentrer les efforts pour faire baisser les prix.

Selon des estimations de l'OMS, 33% de la population mondiale ne bénéficie pas d'un accès régulier aux médicaments essentiels. Parmi les obstacles à cet accès, il y a la mauvaise qualité des infrastructures de soins de santé, des financements inadéquats, une utilisation irrationnelle des médicaments et le fait que les nouveaux produits ne soient pas d'un prix abordable. La faible mise à disposition des médicaments aggrave le fardeau que représente la mauvaise situation sanitaire et réduit la confiance dans les services de santé publique et le recours à ces services, qui pour les populations démunies, sont la principale source de soins de santé.

Concernant les médicaments essentiels, les Ministres de la santé de la SADC ont :

- pris l'engagement de garantir un accès à tous les citoyens de la SADC ;
- initié un réexamen de l'achat en gros des antituberculeux et une harmonisation de l'enregistrement des médicaments ;
- entamé des négociations avec l'industrie pharmaceutique pour qu'elle réduise considérablement ses prix pour les médicaments essentiels qui actuellement, ne sont pas abordables. C'est le cas des médicaments pour le traitement du VIH/SIDA, de la tuberculose résistante, du paludisme et des maladies sexuellement transmises ;
- démarré des investigations sur le recours aux sauvegardes de santé publique au titre des ADPIC, telles que les licences obligatoires, l'importation parallèle et ou « la mise en exploitation rapide » pour les médicaments génériques ou « clause Bolar ».

* René Loewenson est Directeur du Training and Research Support Centre au Zimbabwe et Coordinateur d'Equinet, un réseau sud-africain d'organisations de la société civile et du secteur de la santé. L'auteur remercie Wilbert Bannenbergh, ainsi que G. Munot et V. Tyson pour leurs contributions centrales dans la préparation de cet article (Equinet Policy Series, voir liste de références).

Nécessité d'une protection... (suite de la page 3)

Quels sont les effets des ADPIC sur l'accès des populations aux médicaments essentiels ?

L'Accord sur les ADPIC renvoie aux politiques relatives aux médicaments dans ses articles qui protègent la santé publique et l'objet brevetable. Ces articles protègent les droits de propriété intellectuelle à travers des systèmes de brevets qui excluent l'utilisation, l'offre à la vente, la vente ou l'importation de ces produits, par des tiers, pendant une période minimale de 20 ans à compter de la date de dépôt de la demande de brevet. Dans les actions civiles portant sur les infractions en matière de brevet, la charge de la preuve incombe au défendeur.

Avant les ADPIC, de nombreux pays en développement ne reconnaissaient pas les brevets pour les produits pharmaceutiques, ou le faisaient uniquement pour les procédés (et non les produits). Ceci permettait de faire des copies de nouveaux médicaments par la reconstitution à rebours de l'ingénierie et par le brevetage d'un autre procédé. Les ADPIC obligent tous les Etats Membres de l'OMC à mettre en œuvre la protection des brevets de produits pour tous les médicaments brevetés après 1995. Ceci rendra impossible la production de copies de médicaments génériques pendant au moins 20 ans, et entraînera ainsi une hausse des prix.

Actuellement, la plupart des médicaments essentiels ne sont pas brevetés. En Afrique du Sud, moins de 5% des 693 médicaments essentiels sont protégés par des brevets. Les ADPIC sont donc moins un problème pour la vaste majorité de médicaments essentiels existants que pour les nouveaux et futurs médicaments essentiels, brevetés après 1995. La hausse des prix des médicaments brevetés sera une lourde charge pour les budgets de la santé publique. Il s'agit de nouveaux médicaments pour le traitement du VIH/SIDA, de la tuberculose résistante, du paludisme, ainsi que des antibiotiques. La SADC aura ainsi à relever le défi de garantir l'accès à ces nouveaux médicaments essentiels à des prix abordables. Il peut y avoir des différences de prix importantes, comme le montre le tableau ci-après :

Meilleur prix pour des médicaments auprès d'industries pharmaceutiques fiables

Médicament (prix en dollars US)	Afrique du Sud (breveté)	Inde (générique)	Brésil (générique)
Zidovudine 100 mg	0,4	0,2	0,2
Lamivudine 150 mg	1,1	0,5	0,8
Didanosine 100 mg	0,7		0,5
Stavudine 40 mg	2,5	0,6	0,3
Neviparine 200 mg	3,0	2,1	2,5
Fluconazole 200 mg	4,1	0,6	0,2
Ceftriaxone 1 g	10,9	1,8	

Les pays les moins avancés (PMA) doivent rendre leurs lois sur les brevets conformes aux ADPIC d'ici 2006. Ces pays peuvent continuer à importer ou à produire des copies génériques de médicaments brevetés avant 1995 si ces médicaments n'étaient pas protégés par des brevets, mais à compter de 2006, ils auront à respecter les brevets déposés dans leur pays après 1995. Les pays de la SADC qui ne sont pas éligibles pour bénéficier du statut de PMA (par

exemple le Botswana, l'Afrique du Sud, le Zimbabwe, Maurice) devaient se conformer aux ADPIC à compter du 1^{er} janvier 2000.

L'Afrique du Sud s'est volontairement conformée aux ADPIC en 1997. Son expérience est riche d'enseignements pour les autres pays de la SADC. La South African National Drug Policy (Politique nationale sur les produits pharmaceutiques) a mené, en 1997, à une législation visant à permettre l'importation parallèle et les licences obligatoires. Bien que ces mesures correctrices soient permises au titre des ADPIC dans certaines circonstances, la Loi a été juridiquement contestée par la South African Pharmaceutical Manufacturers Association au motif qu'elle était en contradiction avec les ADPIC, et qu'elle était présumée incapable de protéger l'information concernant l'enregistrement contre une utilisation commerciale inéquitable. Le gouvernement américain a menacé de prendre des sanctions commerciales concernant la même Loi, et à inscrit l'Afrique du Sud sur sa « liste de surveillance » 301. Il y a eu également des pressions de la part de l'UE.

Cette affaire a montré la réaction à laquelle les pays de la SADC auraient à faire face, s'ils tentaient d'invoquer des dispositions qui, en principe, existent dans les ADPIC. Dans le même temps, ces conflits tendent les relations entre les gouvernements et les industries pharmaceutiques et rendent plus difficile la mise en œuvre des politiques relatives aux médicaments. Etant donné la charge de la santé publique et les ressources limitées dont disposent la plupart des pays de la SADC, il faut une solution plus viable pour garantir l'accès aux médicaments, notamment aux nouveaux médicaments nécessaires pour des actions prioritaires de santé publique.

Options offertes aux pays de la SADC

Les signataires de l'Accord sur les ADPIC disposent d'une flexibilité dans la manière de mettre en œuvre cet Accord, car les ADPIC ne définissent que des prescriptions minimales. Les pays de la SADC étudient actuellement comment formuler ou adapter leur législation pour élargir leurs options en vue d'avoir accès aux médicaments essentiels. Il s'agit d'utiliser les dispositions de l'article 30 des ADPIC pour prévoir des exceptions limitées aux droits exclusifs conférés par un brevet, à condition qu'elles soient limitées, justifiées, et qu'elles n'affectent pas le détenteur du brevet de façon exagérée. Les exceptions permettent aux pays de faire des importations parallèles de ces médicaments ou de les soumettre à des licences obligatoires, à la condition que ceci soit prévu dans leurs lois nationales.

Ce sont les intérêts de santé publique qui constituent les motifs les plus solides, étant donné que les ADPIC permettent aux Membres d'accorder la priorité la plus élevée possible à la protection de l'intérêt public. Les pays de la SADC sont donc face au défi de donner une définition acceptable, fondée sur des preuves, des intérêts de santé publique qui peuvent justifier les exceptions qu'ils cherchent à imposer aux titulaires de brevets.

Dans les pays de la SADC qui, actuellement, ne disposent pas de lois sur les brevets, ou dans les cas où les compagnies pharmaceutiques n'ont pas recherché de protection par des brevets, les copies génériques de médicaments peuvent être importées.

Les ADPIC permettent certaines « sauvegardes » de santé publique pour les médicaments brevetés :

(suite à la page 16)

Campagne des ONG africaines contre la Loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA)

En réaction à la Loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique, entrée en vigueur le 1^{er} octobre, des ONG africaines ont lancé une campagne pour alerter l'opinion publique et les gouvernements africains sur les dangers que représente cette loi (Africa Growth and Opportunity Act: AGOA).

L'AGOA promet un accès en franchise de droits et sans contingentement au marché américain pour un choix de produits africains. Toutefois, les ONG soulignent que c'est une promesse douteuse, car l'AGOA ne s'applique qu'aux produits estimés « importations non sensibles » (c'est-à-dire ceux qui n'ont pas d'effets négatifs pour les producteurs américains), la décision pour déterminer le type de produits non sensibles relève du Représentant au commerce extérieur américain et de la Commission américaine du commerce international. Selon le département américain, près de deux mille produits africains pourraient bénéficier de facilités d'accès au marché américain. La liste des produits concernés sera probablement publiée avant la fin de cette année. Le président américain avait par ailleurs lancé que 34 pays africains étaient éligibles pour bénéficier de l'AGOA.

L'accès au marché américain sans contingentement et en franchise de droits pour les textiles et vêtements africains – produits visés en priorité par l'AGOA – est également jugé douteux par les ONG. En effet, seul les produits utilisant des tissus et des fils produits aux Etats-Unis bénéficieront d'un accès facilité au marché américain.

Une gamme de conditionalités est imposée aux pays cherchant à bénéficier de l'AGOA. Notamment : des politiques économiques orientées vers le marché ; la primauté du droit et le pluralisme politique ; la suppression des obstacles au commerce et à l'investissement américains ; la protection de la propriété intellectuelle ; des efforts pour combattre la corruption ; des politiques visant à réduire la pauvreté, et à accroître l'accès aux soins de santé et aux possibilités d'éducation ; la protection des droits humains et des droits des travailleurs ; et l'élimination de certaines formes de travail des enfants.

En outre, il est demandé aux pays, par la loi, de n'entreprendre aucune activité susceptible de saper la sécurité nationale américaine, de respecter les droits de l'homme et de ne pas s'impliquer dans le terrorisme international.

Sur le site AGOA officiel du gouvernement américain (<http://www.AGOA.gov>), on peut lire cette conclusion « Ces critères ont été adoptés de manière écrasante par la grande majorité des pays africains, qui s'efforcent de réaliser les objectifs, bien que l'on s'attende à ce qu'aucun des pays ne mette en œuvre la totalité de la liste ».

Les pays africains ne doivent pas souscrire à l'AGOA

(Réseau africain du commerce - Africa Trade Network)

L'African Growth and Opportunity Act (AGOA) a actuellement été promulgué en loi, comme Titre 1 de la Loi américaine sur le commerce et le développement, qui a récemment reçu l'aval présidentiel en mai 2000. La Loi prétend accorder certains avantages aux économies des pays d'Afrique subsaharienne si les gouvernements de ces pays promulguent certaines lois nationales et appliquent certaines mesures.

Les pays africains ont déjà été invités par le gouvernement américain à manifester leur intérêt à être déclarés éligibles pour bénéficier de la Loi. Une liste préliminaire de pays qualifiés doit être achevée au cours du dernier trimestre de cette année.

Les gouvernements africains ne doivent pas appliquer ces lois et ces mesures. S'ils le font, ils auront accepté toutes les mesures injustes qui existent dans les règles de l'OMC et qu'ils s'acharnent actuellement à modifier au sein de cette institution. Les Etats-Unis sont une des principales puissances qui bloquent les efforts visant à changer ces mesures injustes. En outre, les pays africains auront accepté les « nouvelles questions » que les Etats-Unis et d'autres grandes puissances souhaitent introduire à l'OMC et auxquelles ils se sont opposés. Tout ceci se fera en échange de très peu, parce que les avantages que la Loi offre sont illusoire.

Il y a eu des préoccupations exprimées par différents cercles concernant les dangers entraînés par la Loi. La Conférence des ministres africains du commerce de l'OUA qui s'est réunie au Caire, en septembre dernier, a mis en garde les pays africains contre l'empressement à souscrire à la Loi en raison du risque réel de voir cette Loi saper les initiatives économiques africaines en cours. De nombreux délégués africains à l'OMC sont inquiets de voir tous leurs efforts en vue de corriger les déséquilibres des Accords de l'OMC, anéantis. Certains économistes autrement partisans du libre-échange ont dénoncé cette Loi publiquement.

Avantages illusoires ...

L'AGOA promet aux économies africaines un accès général au marché américain en franchise de droits et sans contingentement pour les pays africains. Ceci paraît douteux, parce que : (1) le gouvernement américain n'accordera un accès qu'aux produits dont il décide qu'ils ne peuvent pas avoir d'effets négatifs pour les producteurs américains. C'est pourquoi le café, le sucre et d'autres produits présentant des avantages économiques ne sont pas couverts. (2) A long terme, les droits tarifaires sont, de toute façon, censés être abaissés, et les contingents éliminés, dans le cadre des règles de l'OMC.

L'AGOA offre en particulier, un accès au marché américain en franchise de droits et sans contingentement aux textiles et vêtements africains. Mais ceci semble également douteux car, en fait, seuls les produits et vêtements utilisant des tissus et des fils produits aux Etats-Unis auront un accès facilité au marché américain. Les produits textiles fabriqués à partir de tissus et de fils provenant des pays africains et d'autres régions seront soumis à des contraintes strictes. L'accès dans ces cas ne sera accordé que sur une base annuelle et ne devrait pas excéder un total de 3,5% de l'ensemble des vêtements importés aux Etats-Unis sur une

(suite à la page 18)

L'OMC débat de l'établissement de règles d'investissement

Une réunion du Groupe de travail de l'OMC sur les relations entre le commerce et l'investissement s'est tenue le 11 octobre au siège de l'OMC à Genève. Dans l'une des communications les plus litigieuses de la réunion, la Commission européenne a fait des commentaires sur l'état des lieux des discussions du Groupe de travail (WT/WTGI/W/89).

Dans son document, la Commission européenne a préconisé l'introduction de règles d'investissement multilatérales à l'OMC. Certains pays en développement ont rapidement réagi et contesté la nécessité d'un tel accord à l'OMC, en mettant l'accent sur l'importance de la flexibilité pour les gouvernements dans l'application des politiques d'investissement.

La Commission européenne a soutenu que la « flexibilité » ne devrait pas simplement signifier l'absence de règles, et que dans un cadre multilatéral, les exceptions, les exemptions et les périodes de transitions devraient être suffisantes pour faire face à la demande de flexibilité des pays en développement. Selon l'estimation de la Commission européenne, un cadre d'investissement multilatéral à l'OMC fournirait aux investisseurs des conditions juridiques, prévisibles et claires afin de les encourager à investir davantage et plus souvent à l'étranger.

Sur la question de savoir si l'investissement étranger direct (IED) était ou non profitable pour le pays hôte, la Commission européenne a souligné dans sa communication que tout effet négatif de l'IED était dû en réalité aux problèmes structurels dans l'économie du pays hôte. La Commission européenne a également spécifié qu'en prenant en compte l'ambition commune à tous les pays d'attirer l'IED, ainsi que le consensus général sur les effets positifs globaux de l'IED, les Membres de l'OMC ne devraient pas se poser la question sur les avantages de l'IED. Ils devraient plutôt se préoccuper de s'assurer que lorsque les pays décident d'ouvrir leurs économies à l'IED, ils le font dans certaines conditions fondamentales d'équité et de non-discrimination.

La communication de la Corée du sud (WT/WGTI/W/91) a tenté d'examiner plus en profondeur les questions d'expropriation et de compensation. Ces questions ont fait, dans le passé, l'objet de débats animés, tout particulièrement en ce qui concerne les cas de différends de l'ALENA (Accord de libre-échange nord-américain) concernant l'additif au carburant MTBE.

Ces mesures réglementaires (c'est-à-dire les mesures gouvernementales qui portent préjudice au capital investi par un investisseur étranger) ont été un sujet brûlant des négociations de l'Accord multilatéral sur l'investissement, qui n'ont pas abouti. La Corée du sud a regretté le manque de définition établie largement acceptée de « l'expropriation indirecte » ou « expropriation larvée », en soulignant que ce problème était sous-jacent à de nombreux différends internationaux et qu'il plaiderait en faveur de l'idée d'un cadre multilatéral sur l'investissement pour accroître la compréhension de ces termes. Le document a mis l'accent sur le fait qu'il était essentiel d'intégrer les organisations de la société civile et les ONG au processus d'élaboration de ce cadre.

Les documents ayant été soumis très récemment, il n'y a pas eu de discussions importantes lors de la réunion. La prochaine réunion du Groupe de travail aura lieu le 16 novembre 2000.

Atermoiements du Conseil du commerce des marchandises à propos de la demande de dérogation des ACP

Le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC a repoussé, le 7 juillet, l'examen de la dérogation pour le nouvel Accord de partenariat, demandée par l'Union européenne et les 55 pays en développement Membres de l'OMC d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique qui étaient Parties à la Convention de Lomé (pays ACP). Le Costa Rica, l'Equateur, le Guatemala, le Honduras et le Panama ont refusé d'entamer l'examen de la demande de dérogation, parce que l'Accord de partenariat ne dit rien de l'accès aux marchés pour les bananes. Lors d'une réunion le 16 octobre, le Président a fait part de la nécessité de poursuivre les consultations.

Contrairement à la Convention de Lomé, l'Accord de partenariat ne contient pas de Protocole spécial sur la banane, et les cinq pays latino-américains ont déclaré qu'ils bloqueraient les pourparlers sur la demande de dérogation tant que l'UE n'aura pas énoncé les détails manquants. Selon l'UE, les bananes n'ont pas été incluses à l'Accord de partenariat délibérément pour ne pas préjuger des négociations en cours sur la réforme du régime européen d'importation de la banane.

Lors de cette même réunion du 16 octobre, l'UE a fait part de son opposition à l'établissement de tout lien entre la dérogation en faveur des ACP et son régime d'importation de la banane. La Jamaïque a réitéré sa position, déclarant que le régime de la banane était une question totalement distincte, et a demandé que l'OMC ne pénalise pas les pays ACP en retardant sa décision.

Un groupe de pays latino-américains exportateurs de banane a critiqué avec véhémence le régime d'importation de la banane de l'UE, alors que le Honduras déclarait qu'il continuerait de s'opposer à la demande de dérogation tant que l'UE n'aura pas présenté un amendement acceptable à son régime d'importation de la banane.

L'Accord de partenariat a besoin d'une exemption de l'obligation de la nation la plus favorisée (article 1.1 du GATT) parce qu'il propose le maintien des droits préférentiels en vigueur au titre de la Convention de Lomé, qui a expiré le 29 février. A compter de janvier 2008, de nouveaux « accords de partenariat économique » – devant être négociés durant la période de transition – mèneront progressivement à des libres échanges réciproques entre l'UE et les pays ACP, et aucune dérogation à l'OMC ne sera nécessaire. Toutefois, pour le moment, l'impasse concernant la demande de dérogation se traduit par le fait que les préférences tarifaires au titre de l'Accord de partenariat pourraient être contestées dans des actions de règlement des différends, car techniquement, elles constituent une violation de l'obligation d'accorder un égal accès aux marchés aux « produits similaires » pour tous les Membres de l'OMC.

Le Conseil des ADPIC reste divisé sur des questions clés

La réunion du Conseil des droits de propriété intellectuelle liés au commerce (ADPIC) de l'OMC du mois de juin dernier portait essentiellement sur le réexamen et la mise en œuvre de l'Accord sur les ADPIC.

Une occasion pour les Membres du Conseil de discuter de plusieurs sujets controversés, notamment, le réexamen de l'article 27.3(b), qui traite des exclusions à la brevetabilité pour les orga-

nismes biologiques. Au mois de juin, les débats se sont concentrés davantage sur la portée et les procédures du réexamen que sur le débat de fond concernant les dispositions de l'article 27.3(b). Aucune décision concrète ne s'est dégagée.

Ce n'est que lors de la réunion du Conseil tenue les 21 et 22 septembre qu'il y a eu une discussion approfondie sur les dispositions de l'article 27.3(b) avec de nouvelles communications de l'Inde, du Groupe africain et des Etats-Unis. Appuyés par de nombreux pays en développement Membres, ces pays font pression pour que le Conseil des ADPIC prenne en compte des questions telles que la biodiversité, les connaissances traditionnelles, le partage des avantages, le droit des agriculteurs de replanter et d'échanger des semences, ainsi que l'éthique du brevetage des formes de vie. La plupart des pays développés préféreraient garder l'article 27.3(b) tel quel, et mettre l'accent sur sa mise en œuvre plutôt que sur sa substance.

Les pays en développement restent eux beaucoup plus intéressés par le réexamen de la substance de cet article que par la discussion sur les procédures de mise en œuvre ou de réexamen.

Il faut par ailleurs rappeler que les gouvernements de nombreux pays en développement recherchent une plus grande flexibilité dans la création de systèmes *sui generis* de protection de la propriété intellectuelle et pourraient éventuellement faire pression pour exclure toutes formes de vie des législations relatives à la propriété intellectuelle. L'Inde a souligné la nécessité d'harmoniser l'accord sur les ADPIC avec la Convention sur la diversité biologique (CDB). La plupart des pays en développement appuient cette proposition, tout particulièrement en ce qui concerne la protection des connaissances traditionnelles, l'accès aux ressources génétiques et les mécanismes de partage des avantages.

Les Etats-Unis, qui n'ont pas ratifié la CDB résistent fortement à toutes ces tentatives. Le réexamen se poursuit, et une demande de statut d'observateur émanant du Secrétariat de la CBD et formulée de longue date est toujours en suspens. Ceci est à rapprocher de la position des Etats-Unis à l'égard de la CDB.

L'Inde a aussi proposé que le réexamen de la mise en œuvre de la totalité de l'Accord sur les ADPIC se concentre sur les aspects liés à « l'instauration de la confiance » en particulier dans les articles 7 et 8 qui traitent du transfert de technologies pour le bien-être social et économique et de la prévention de l'usage abusif des droits de propriété intellectuelle, afin de protéger la santé et d'autres questions sociales qui sont d'une importance vitale. Elle a plaidé en faveur d'une évaluation des incidences sociales, économiques de l'Accord, ainsi que de ses incidences en matière de bien-être.

Certains pays en développement appuient actuellement une proposition visant à permettre l'octroi de licences obligatoires pour les médicaments essentiels au titre de l'article 27.3(b), dans le cadre des discussions sur la mise en œuvre au Conseil général. Lors de sa réunion de juin, le Conseil des ADPIC a accordé à l'OMS un statut d'observateur *ad hoc*, permettant ainsi certaines avancées sur la question des médicaments essentiels, grâce à une collaboration accrue et à des consultations entre les deux organes intergouvernementaux. Ceci promet d'être une rude bataille car l'industrie pharmaceutique aux Etats-Unis et dans l'UE est fermement opposée à donner plus de latitude pour l'octroi de licences obligatoires que l'article 31 des ADPIC n'en confère déjà.

Dans le processus menant à la Conférence ministérielle de Seattle, de nombreux pays de l'OCDE, et plus particulièrement les Etats-Unis, se sont montrés très peu disposés à ouvrir l'Accord sur les ADPIC à la renégociation.

Durant les discussions sur les indications géographiques, un conflit a surgi entre les pays qui voulaient limiter le renforcement de la protection des indications géographiques aux vins et spiritueux et d'autres – notamment la Suisse, Cuba et plusieurs autres pays en développement Membres – qui cherchent à élargir la protection renforcée des indications géographiques à d'autres produits. Mais l'article 24 demande aux Membres « d'engager des négociations en vue d'accroître la protection d'indications géographiques particulières au titre de l'article 23. ».

La Suisse, la Bulgarie, la République tchèque, l'Islande, l'Inde, le Liechtenstein, la Slovaquie, le Sri Lanka, et la Turquie maintiennent que le mandat d'engager des négociations « en vue d'accroître la protection d'indications géographiques particulières au titre de l'article 23 », qui ne couvre que les vins et spiritueux, offre la possibilité d'octroyer un niveau plus élevé de protection à d'autres produits. Ces pays ont proposé une approche « panier » par laquelle toutes les négociations et tous les réexamens portant sur les indications géographiques seraient débattus ensemble. Ils cherchent ainsi à protéger des produits allant du yoghourt, du riz, du thé, aux bières, chocolats et articles d'artisanat.

La Nouvelle Zélande, l'Australie, les Etats-Unis et le Canada en particulier, s'opposent à l'élargissement de la protection des indications géographiques à des produits autres que les vins et spiritueux.

La prochaine réunion du Conseil des ADPIC aura lieu fin novembre. D'ici là, le Président du Conseil des ADPIC, Chak Mun See, mènera des consultations avec les Membres sur toute la gamme des questions d'indications géographiques.

Contacteur : Peter Ungphakorn, WTO Information Division, tél : (41-22) 739-5412, fax : 739-5458, e-mail : peter.ungphakorn@wto.org

Brèves

Groupes de paysans indiens en campagne contre les compagnies semencières internationales : Les agriculteurs indiens ont demandé un gel immédiat de la commercialisation du génie génétique dans l'alimentation et l'agriculture. Différents groupes d'agriculteurs ont tenu une réunion de deux jours dans la ville de Bangalore, durant le mois de septembre pour protester contre l'entrée des compagnies semencières multinationales dans les pratiques agricoles traditionnelles.

Vandana Shiva, une écologiste indienne qui dirige la conférence, a accusé la Banque mondiale et l'OMC d'avoir provoqué l'effondrement des firmes du secteur public indien en permettant aux compagnies multinationales d'opérer dans l'industrie semencière indienne. Selon elle, « La libéralisation de l'industrie semencière et l'arrivée de Monsanto sont la cause des mauvaises récoltes fréquentes, ainsi que de la hausse des dépenses en pesticides et des niveaux élevés d'endettement chez les agriculteurs ».

Les agriculteurs ont préconisé l'exclusion des semences, du vivant et des formes de vie, de l'Accord relatif aux droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) au titre de l'OMC.

L'Afrique sera-t-elle laissée pour compte de la Convention « Climat » ?

Jean Philippe Thomas *

La Conférence des Parties de la Haye, la sixième du genre, devrait ou non voir la ratification du Protocole de Kyoto (PK). Quels en sont les enjeux ?

Si les pays industrialisés sont les responsables historiques et actuels des concentrations dans l'atmosphère, la notion de « responsabilités partagées mais différenciées », introduite par la Convention, est basée sur le principe que d'ici quelques décennies, les émissions des pays hors annexe 1 (Pays en développement qui n'ont pas d'engagement de réduction au titre du PK) seront équivalentes à celles des pays annexe 1 (ayant des engagements de réduction au titre du PK, voir infra). Le succès de la Convention dépend donc de la capacité à mobiliser les pays en développement.

Les Pays Parties à la CCNUCC et au Protocole de Kyoto

- Annexe II : Pays de l'OCDE (25) - Annexe I : Pays de l'OCDE + 14 Pays en transition vers une économie de marché (ex pays de l'Est) - Hors Annexe I : autres pays signataires (plus de 130) - Annexe B au protocole de Kyoto : les 39 pays ayant des engagements de réduction

Cette mobilisation est à un double niveau :

- Aider les pays en développement à s'engager sur le « sentier » d'un développement « propre »,
- aider les pays industrialisés à satisfaire leurs engagements de réduction.

En effet, les pays du Nord (Annexe I) ne pouvant atteindre leurs objectifs de réduction d'émissions de gaz à effet de serre (moins 5% d'ici 2008-2010 par rapport à 1990, alors que les estimations actuelles seraient proches d'une augmentation de 15 % par rapport à 1990) on a imaginé qu'ils viennent acheter leurs réductions dans les pays du Sud (Mécanisme de Développement Propre) ou se les échangent entre eux (marché des crédits d'émissions et activités exécutées conjointement).

Le Mécanisme de Développement Propre (MDP)

(art. 12 du Protocole de Kyoto à la CCNUCC)

- Le MDP a pour objet d'aider les pays hors annexe 1 à parvenir à un développement durable et d'aider les pays annexe 1 à remplir leurs engagements chiffrés de limitation et de réduction de leurs émissions. Sous ces deux aspects, il contribue à l'objectif ultime de la Convention.

- Via le CDM, les pays industrialisés financent des projets de développement aboutissant à une réelle réduction des émissions dans les PED et obtiennent, en contrepartie, des crédits d'unités de réduction certifiés qui s'ajoutent à leurs réductions domestiques

Ces mécanismes dits « de flexibilité » (« flexmex ») ne devraient être qu'exceptionnels puisque les pays industrialisés ont, pour la plus grande partie, à assurer leurs réductions en adoptant des politiques et mesures domestiques adéquates, entraînant à *terme* une modification de leurs modes de production et de consommation.

Mesures domestiques versus « flexmex »

Une première radicalisation des positions dans les négociations se situe autour d'un pourcentage de recours aux mécanismes de flexibilité acceptable par tous.

Le groupe « umbrella » aux négociations (Etats-Unis, Australie, Canada, Nouvelle Zélande et Russie) refuse systématiquement tout pourcentage de limitation pour ces « flexmex », en d'autres termes ces pays refusent d'engager « à domicile » des politiques et mesures qui réduiraient leurs émissions. Il y a donc, de fait, pour ces pays un renoncement aux engagements pris en ratifiant la Convention.

L'UE, dont la plupart des pays a déjà engagé un plan de réduction des émissions de GES, s'accorde sur un taux de 50% de recours aux « flexmex », soit 50 % de réductions domestiques.

Le G77 plus la Chine a, au cours des négociations, largement défendu des positions communes qui masquent parfois de profondes divisions. En son sein, les pays producteurs de pétrole réclament le financement de mesures concrètes pour adapter un secteur qui, par définition, est une des cibles majeures de la Convention. Les îles, regroupées dans l'AOSIS, considèrent qu'elles sont les plus vulnérables à une élévation du niveau des mers et demandent, d'urgence des mesures d'adaptation. Quant au Groupe Africain, on peut considérer que, depuis le début des négociations, il cherche, par le biais de la Convention, à obtenir des mesures de la Communauté internationale qui soient favorables à leur développement. Sous ces considérations, le G77 s'orienterait vers une position de limitation de recours aux « flexmex ».

Quel en est l'enjeu, en particulier pour l'Afrique, d'un plafond (« caps ») pour le recours aux « flexmex » ?

Une **position simpliste** dont il faut fermement se désengager est celle qui consiste à considérer que l'intérêt des pays africains serait d'accepter que le recours aux mesures domestiques pour les annexes B du PK soit le plus faible possible afin de mobiliser le maximum de fonds via le Mécanisme de Développement Propre (CDM).

Cette position est liée au fait que l'Afrique est constamment confrontée à la recherche d'opportunités de financement, même illusoires, en particulier pour sortir du carcan des conditionnalités sous toutes leurs formes. Cette position est appuyée par les estimations quantitatives de flux de capitaux qui sont liées au mécanisme (jusqu'à 10 milliards de US\$) et qui permettent d'avancer « that would make the CDM a powerful tool » (UNCTAD, « Global Greenhouse Emissions Trader », issue 6 – february 1999).

* Economiste, Programme ENDA Energie, DAKAR.

Ce point de vue de très court terme serait :

(1) en contradiction avec l'objectif ultime de la Convention, à savoir la stabilisation des concentrations à un niveau qui empêche toutes perturbations anthropiques dangereuses du système climatique. Or, à partir du moment où les réductions d'émissions peuvent se réaliser dans des régions du monde qui n'ont pas de limites d'émissions, rien ne peut arrêter sérieusement la croissance globale des émissions;

(2) en contradiction avec les objectifs de développement durable des PED, qui consiste à s'engager dans un développement économe en énergie (infrastructures de base, logements, intensification agricole, électrification décentralisée, etc.) donc en émissions de CO₂ « évitées ». Cet objectif ne peut être atteint par des projets ou des investissements aux coûts les plus bas par tonne de CO₂ car ce ne sont pas les mêmes que précédemment.

La seule voie viable, à terme, pour les pays africains est de faire en sorte que les mesures et les politiques domestiques des pays du Nord entraînent **effectivement une modification profonde de leurs modes de production et de consommation actuels**.

En effet, face au processus de mondialisation et à l'extension du « tout marché », on voit mal comment les transferts de technologie saine pour l'environnement pourraient s'effectuer sans une révision drastique à la baisse du coût de ces technologies. Or, chacun sait que, dans le contexte décrit, seules les économies d'échelle permettent de s'engager dans le transfert de ces technologies dites de base puisqu'il n'y a jamais transfert des technologies émergentes (cf. le cycle de vie des technologies).

Qu'on le condamne ou non, l'effet d'entraînement des économies du Nord sur le Sud sont patents. C'est donc aux racines du processus qu'il faut s'attaquer en exigeant que, **pour satisfaire leurs engagements, les pays du Nord doivent réaliser une part prépondérante de leurs réductions de manière domestique (au moins les 3/4)**. Ce serait, pour le moins, une des manières pour les « pays développés Parties d'être à l'avant garde de la lutte contre les changements climatiques et leurs effets néfastes » (article 3.1 de la Convention).

De plus, en restreignant le recours aux « flexmex », on réduit en même temps la surface du **marché des crédits d'émissions - véritable commerce environnementale hors du contrôle d'institutions compétentes** - puisque, au vu des coûts comparés annoncés, c'est vers le CDM et l'Application Conjointe que se porteront, pour ce qui reste (25%), les investisseurs potentiels.

Quant au CDM, basé sur les principes du marché, on voit mal, actuellement, comment les valeurs carbone des projets et des investissements pourraient modifier les comportements des investisseurs sur le continent africain pour lesquels les instabilités économiques, politiques et sociales les conduisent à privilégier dans la décision d'investir des temps de retour proche de 30% par an en Afrique subsaharienne alors que pour l'ensemble des PED, ils sont de l'ordre de 17% (période de référence 1990-1994 - Rapport PNUD, 1999). Sous ces aspects, on voit mal l'Afrique bénéficier d'un flux conséquent du FDI qui reste inférieur à deux pour cent du FDI mondial.

Outre l'économie du financement du développement durable qu'il faut à présent revoir : rôle de l'APD (Aide publique au Développement), du FEM (Fonds mondial pour l'Environnement), du bilaté-

ral, etc., les « caps » doivent être pour les pays africains **le signal de la volonté politique des pays du Nord de s'engager vers un autre type de développement seul gage, à terme, d'une autre vision, pour tous, des modes de production et de consommation, et par suite de réduire les émissions de GES**. C'est la seule manière, à terme, de limiter la vulnérabilité, grandement oubliée dans les débats, du Continent aux effets des changements climatiques.

L'Afrique la plus vulnérable !

La vulnérabilité aux effets des changements climatiques ne peut se résoudre dans les prévisions de modèles climatiques qui classeraient de manière hypothétique les pays selon leur degré de vulnérabilité. L'Afrique, dans certaines de ses régions, a eu son lot d'événements climatiques extrêmes (même si scientifiquement, ils ne sont pas liés aux changements climatiques) pour savoir que la vulnérabilité première est liée au niveau de développement du pays lui-même et que le financement de l'adaptation de ses pays aux effets néfastes des changements climatiques dépend d'abord et avant tout de ses capacités financières. Quand on sait que, dans le cadre du PK, le seul financement prévu pour l'adaptation des PED est un prélèvement sur les fonds transitant par le MDP, on comprend que les PED réclame, pour le moins, que ce **prélèvement s'applique à tous les « flexmex »** et que la Conférence de la Haye se penche sur la création d'un **véritable fonds d'adaptation**, en particulier pour les PMA.

Le lancinant rappel du principe d'équité

Le principe d'équité souffre, a priori, d'un problème de définition, tout dépend, en effet, par rapport à quoi on situe le concept.

Dans les débats actuels et sans anticiper sur les débats futurs, hormis les définitions économique, juridique et sociale de l'équité, les positions les plus tranchées, auxquelles nous avons souscrit dans un certain nombre de publications, se basent sur la reconnaissance d'un **même droit d'émissions pour tous** alors qu'actuellement les 2/3 des émissions de CO₂ de la planète proviennent des 20 % les plus riches de la population mondiale (les 20 % les plus pauvres n'émettant que 2 % des émissions totales de CO₂).

En d'autres termes, la distribution actuelle des droits à émettre (cf. Le protocole de Kyoto) ne fait que refléter le déséquilibre de développement entre la Nord et le Sud. Parmi les autres définitions critérielles, les plus souvent reprises, celle du PEW CENTER (responsabilité, opportunité et standard de vie) a, en particulier, servi de référence aux positions du groupe « umbrella » dans les négociations, à savoir des engagements pour les pays non annexe 1, un marché des droits d'émissions régulé par les seuls prix et le rejet des mesures et politiques domestiques afin de maintenir le standard de vie de leurs populations.

Si on garde ces critères, il faut alors réviser leur interprétation dans une perspective de développement, ce qui, à l'évidence, n'apporte pas les mêmes conclusions.

A priori, il est préférable, en se basant sur l'équité spatiale entre le Nord et le Sud (l'équité intergénération pouvant en être la résultante), de classer les différents niveaux d'analyse de l'équité par rapport aux enjeux sous jacents à la Convention :

- équité dans la mise en œuvre d'un développement durable,
- équité dans le respect des objectifs de la CCNUCC et du PK,

(suite à la page 18)

Règlement des différends

Réunion du Conseil général pour débattre du règlement des différends et de la transparence externe

Le Conseil général de l'OMC s'est réuni le 10 octobre à Genève. Les communications des Membres ont porté essentiellement sur la réforme des dispositions du règlement des différends de l'OMC, l'amendement des dispositions relatives à la transparence externe et l'amélioration du système de l'OMC.

Le Japon – avec l'appui du Canada, de la Colombie, du Costa Rica, de l'Equateur, de la Corée, de la Nouvelle Zélande, de la Norvège, du Pérou, de la Suisse et du Venezuela – a soumis une proposition sur les règles et procédures qui régissent le règlement des différends (WT/GC/W/410). La communication proposait, entre autres, d'établir un nouvel article 21 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends qui clarifierait la question de l'enchaînement des articles 21 et 22. Le Mémoire d'accord amendé nécessiterait l'établissement d'un Groupe sur le respect des engagements pour statuer sur les désaccords concernant les mesures prises pour mettre en œuvre une décision d'un Groupe spécial ou de l'Organe d'appel, avant que les Membres ne puissent demander l'autorisation de l'OMC pour imposer des sanctions commerciales de rétorsion. Les dispositions visent à empêcher la répétition du différend de la banane dans lequel l'enchaînement s'était posé comme question litigieuse.

Les Etats-Unis ont été en désaccord avec la communication japonaise, au motif que toute réforme des dispositions du règlement des différends doit inclure une période de transition pour l'adoption du nouveau système, et doit accroître la transparence des procédures du différend en ouvrant les travaux des Groupes spéciaux à un examen public plus large. L'UE a également refusé son appui, car elle ne considérerait pas que c'était le moment opportun pour promouvoir des changements dans le Mémoire d'accord. Un responsable de l'OMC que nous avons contacté pour faire des commentaires, a estimé que cette position était probablement un signe que l'UE souhaitait attendre une résolution sur la question de la rétorsion carrousel avant de débattre de tout amendement du Mémoire d'accord. Les délégués ont demandé plus de temps pour examiner la proposition et y reviendront lors de la prochaine réunion du Conseil général.

Transparence

Les Etats-Unis ont introduit une proposition relative à la transparence externe (WT/GC/W/413) qui a souligné la nécessité d'améliorer la communication entre l'OMC et le public. La proposition mettait particulièrement l'accent sur l'accès à l'information concernant l'OMC au niveau national et sur les mécanismes destinés à assurer la crédibilité du système de règlement des différends. Les mesures proposées comprenaient l'ouverture de différentes réunions des conseils et des comités de l'OMC à titre expérimental, la mise en distribution générale de documents les plus instructifs sur les activités de l'OMC et la mise à la disposition du public des communications de toutes les parties aux groupes spéciaux et aux Organes d'appel.

Une communication informelle sur la transparence externe présentée par la Colombie a mis l'accent sur le fait que l'absence d'une plus grande transparence externe à l'OMC n'a pas été un « élément central » dans ce qu'elle appelle la perte de crédibilité de l'OMC.

Néanmoins, la Colombie a indiqué que l'organisation devait être aussi ouverte que possible, et qu'elle consentait à la transparence par la « suppression des documents à distribution restreinte », à l'exception de ceux qui étaient nécessairement confidentiels dans le domaine du règlement des différends. La communication a également proposé que s'il y avait, de la part des Membres de l'OMC, une indication claire qu'ils étaient disposés à ouvrir un espace plus large de participation aux non-membres, cette possibilité devrait être offerte au niveau national, pour tous les pays.

La communication faite par l'UE a traité des mesures destinées à apporter des améliorations à la prise de décision, au flux d'information et à la participation, ainsi qu'aux réunions ministérielles et au Conseil général. Des propositions détaillées portent sur l'étude de faisabilité d'un Groupe consultatif ; l'établissement de bureau de liaison à Genève pour améliorer la participation, tout particulièrement celle des pays en développement non-résidents ; le rehaussement du rôle du Conseil général ; et l'accroissement de la transparence externe.

Nouveau rapport de situation de la Commission européenne et menace de plainte de l'Equateur

Lors d'une réunion de l'Organe de règlement des différends (ORD) de l'OMC, le 26 septembre, la Commission européenne a présenté sa proposition de mise en œuvre d'un système « premier venu, premier servi », pour remplacer son régime actuel d'accès au marché préférentiel pour les importations de bananes et de mise en conformité de son système avec les règles de l'OMC.

Au cours de la dernière année, l'UE a tenté d'élaborer un système alternatif d'importation de la banane satisfaisant pour les producteurs américains et latino-américains qui avaient contesté à l'OMC les règles existantes. Depuis lors, les Etats-Unis ont imposé, sur des produits européens, des sanctions d'un montant de 191 millions de dollars US, en rétorsion à l'incapacité de l'UE à modifier son régime d'importation de la banane, et menacent de faire monter les pressions par une rotation des produits européens touchés par les sanctions.

Le système « premier venu, premier servi » proposé par l'UE consiste en un régime par lequel les licences d'importation de la banane seraient octroyées aux opérateurs qui, en premier lieu, étaient en position d'importer leurs bananes dans le marché européen. Puis, après une « brève période de transition », l'UE passerait à un régime uniquement tarifaire. Les responsables de l'UE sont assurés que leur proposition satisfera les Etats-Unis, qui, avec l'Equateur, le Guatemala, le Honduras et le Mexique avaient porté plainte à l'OMC contre les Communautés européennes en 1998. « Du fait que nous fondons ce système sur une proposition émanant des Etats-Unis, nous pensons qu'ils l'accepteront », a déclaré un responsable du commerce européen.

Lors de la session de l'ORD, l'Equateur a soumis un document dans lequel il informait l'OMC qu'il entamerait une « nouvelle action juridique » contre la Commission européenne, si celle-ci une fois de plus omettait de mettre son régime d'accès au marché pour la banane en conformité avec l'OMC. L'Equateur est préoccupé par le fait que la « brève période de transition » de la Commission européenne vers un système uniquement tarifaire pourrait trop se prolonger. Le document équatorien a également ex-

Règlement des différends

primé son opposition à la répartition des contingents tarifaires durant la période de transition par la Commission européenne. « A mesure que le temps passe, nous nous rendons compte qu'il sera possible de trouver une vraie solution à ce problème une fois qu'un système fondé exclusivement sur les droits tarifaires sera adopté. Au stade actuel, il semble que ce soit le seul système en mesure d'être pleinement compatible avec l'OMC », a souligné la déclaration équatorienne.

Selon le document de l'Equateur, « s'il n'y a aucune avancée, c'est-à-dire si la Commission européenne persiste dans la situation illégale actuelle, que peuvent faire les pays exportateurs de banane ? Ce non-respect des obligations a-t-il atteint les limites où ceux qui ont été lésés voient leurs droits simplement annulés ? L'Equateur ne pense pas que ce soit le cas et c'est pourquoi nous ne devrions pas être surpris par la possibilité qu'un nouveau différend de la banane IV soit initié à l'OMC ». Trois affaires – deux au titre du GATT et une au titre de l'OMC – ont déjà été intentées contre le régime européen d'importation de la banane.

La position de l'Equateur a eu l'appui, à l'ORD, du Guatemala, du Honduras, du Mexique et du Panama. Pour sa part, le Honduras s'est inquiété de ce que la solution européenne proposée octroierait automatiquement des licences d'importation aux pays ACP (Afrique, Caraïbes, Pacifique) – avec lesquels l'UE a établi son régime préférentiel d'accès au marché – et perpétuerait l'exclusion des pays latino-américains du marché européen de la banane.

La Commission européenne a déclaré que s'il n'y avait pas d'accord sur le système du premier venu, premier servi, d'ici mi-octobre, elle projetait de démarrer des négociations sur un système uniquement tarifaire. Toutefois, nombreux sont ceux qui s'opposent à un tel régime, notamment des producteurs de bananes caraïbes, des importateurs européens et certains Etats de l'UE. Néanmoins, un responsable de l'UE a indiqué qu'il y avait un sentiment d'urgence, à Bruxelles, pour mettre un terme à ce différend. « Nous pensons qu'il est nécessaire d'avancer, et d'avancer assez rapidement », a-t-il déclaré.

L'ORD a également adopté la décision de l'Organe d'appel de l'OMC sur la Loi Antidumping américaine de 1916, qui permet aux compagnies américaines de réclamer des dommages aux firmes étrangères accusées de dumping sur le marché américain. Les Etats-Unis doivent maintenant amender cette loi antidumping dans « un délai raisonnable » – normalement 15 mois – afin de se conformer aux règles de l'OMC. Le cas avait été soumis à l'OMC l'an dernier dans deux plaintes séparées émanant du Japon et de la Commission européenne.

L'Union européenne et les Etats-Unis critiqués pour avoir contesté l'observation des MIC par les pays en développement

Lors d'une réunion récente de l'Organe de règlement des différends de l'OMC (ORD), l'UE a demandé l'établissement d'un Groupe spécial pour examiner sa plainte contre le régime d'investissement de l'Inde dans le secteur de l'automobile, en soutenant que ce régime violait les règles de l'investissement de l'OMC au titre de l'accord sur les MIC (mesures relatives à l'investissement et touchant au commerce). L'UE s'est également opposée aux prescriptions relatives à la teneur en produits locaux, à l'équilibre des échanges

et à la balance du commerce extérieur (Forex balance), imposées au secteur indien de l'automobile.

Il y a trois mois, les Etats-Unis avaient demandé à l'OMC l'établissement d'un Groupe spécial pour faire des investigations sur une plainte similaire contre l'Inde. Pour sa part, l'Inde a fait part de sa déception à propos de la demande européenne, en mettant l'accent sur la position du Conseil général selon laquelle les pays devaient faire preuve de « modération » en déposant des plaintes concernant les MIC. Selon l'Inde, la modération devrait également s'appliquer aux pays qui n'ont pas fait officiellement des demandes de prorogation pour l'élimination progressive de leurs obligations au titre des MIC.

Lors de la même réunion, les Etats-Unis ont été vivement critiqués par le Japon, la Malaisie, l'Argentine, le Pakistan, le Mexique, l'Indonésie et l'Ile Maurice pour leur demande d'établissement d'un Groupe spécial sur les prescriptions relatives à l'exportation et à la teneur en produits locaux imposées par les Philippines aux firmes automobiles. Les Etats-Unis avaient déposé leur plainte en dépit du fait que le gouvernement philippin était en train de faire une demande de prorogation de cinq ans du délai du 1^{er} janvier, date à laquelle ce pays devait mettre ses prescriptions relatives au secteur de l'automobile en conformité avec l'accord sur les MIC. Les Etats-Unis ont rejeté les suggestions selon lesquelles l'examen d'une demande de prorogation des MIC par le Conseil du commerce des marchandises de l'OMC devait servir d'excuse pour différer des affaires.

La Thaïlande dépose la première plainte à l'OMC contre les OGM

Le gouvernement thaïlandais a, le 22 septembre, déposé une plainte contre l'Egypte dans la première affaire devant l'OMC concernant des organismes génétiquement modifiés (OGM). L'Egypte avait interdit, en janvier 2000, des importations de thon en conserve provenant de Thaïlande, estimant que le thon était mis en boîte dans de l'huile de soja génétiquement modifié.

« Nous nous élevons contre cette interdiction, parce qu'elle n'est imposée qu'aux produits thaïlandais », a déclaré un responsable thaïlandais. La Thaïlande importe mais ne cultive pas de soja génétiquement modifié.

Si la Thaïlande ne conteste pas le droit de l'Egypte d'interdire des importations alimentaires, Bangkok se plaint tout de même de ce que l'interdiction égyptienne fasse une discrimination illégale vis-à-vis de ses exportations, parce que l'Egypte n'a aucune preuve que l'huile de soja contient des OGM, a ajouté le responsable. Avant d'en arriver à l'arbitrage de l'OMC, les deux gouvernements disposent actuellement d'un délai de deux mois, selon les règles de l'ORD, pour tenter de parvenir à une solution.

La question des OGM menace de créer des remous dans le domaine de l'environnement et du commerce à l'OMC, essentiellement en raison des approches différentes de la réglementation des OGM par le Canada et les Etats-Unis, d'une part et l'UE de l'autre. Jusqu'ici, les Etats-Unis et le Canada se sont abstenus de soumettre des différends commerciaux liés aux OGM devant le règlement des différends de l'OMC, en partie en raison des sensibilités écologiques et sociales internes sur la question.

Le Pacte relatif aux ressources phylogénétiques en voie de finalisation

Un nouveau texte propose que les détenteurs de droits paient une redevance équitable chaque fois qu'un matériel auquel ils ont eu accès au titre du Système multilatéral produit une ressource phylogénétique couverte par un type quelconque de propriété intellectuelle ou de protection commerciale qui limite toute autre utilisation.

Un processus important, passé presque inaperçu, et qui vise à développer des mécanismes équitables d'accès et de partage des avantages pour les ressources phylogénétiques arrivera probablement à terme en novembre, après six années de négociations difficiles. Un obstacle majeur a été franchi fin août, quand un groupe de contact de 41 pays s'est finalement penché sur la question des droits de propriété intellectuelle dans le contexte de l'harmonisation de l'Engagement international en matière de ressources phylogénétiques avec les dispositions de la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Un élément fondamental de la révision de l'Engagement international est l'établissement d'un Système multilatéral d'accès et de partage des avantages pour «faciliter l'accès aux ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture, et pour partager, de manière juste et équitable, les avantages découlant de l'utilisation de ces ressources». Ce système couvrira les collections de germoplasme *ex situ* entreposées dans 17 centres internationaux de recherche agricole, antérieurement supervisés par le Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale, et opérant actuellement sous l'égide de la FAO. Le matériel entreposé dans les collections d'autres institutions internationales peuvent également être placées dans le Système multilatéral, tout comme d'autres matériels provenant de collections nationales ou privées. Les gouvernements garderont le pouvoir de déterminer l'accès à leurs propres ressources phylogénétiques, qui resteront soumises à leur législation nationale.

Les questions relatives aux droits de propriété intellectuelle dans l'Engagement international ont un rapport direct avec les discussions actuellement en cours à l'OMC, dans le réexamen de l'Accord sur les ADPIC.

Accès aux ressources phylogénétiques relevant du Système multilatéral

Il est possible d'avoir accès gratuitement, à toutes les ressources génétiques relevant du Système multilatéral, à des fins de recherche, de sélection et de formation. Lors de cette réunion d'août, le groupe de contact a retenu deux formulations alternatives concernant les droits de propriété intellectuelle et l'accès. La première interdirait aux récipiendaires de matériel relevant du Système multilatéral de demander une protection de la propriété intellectuelle qui limiterait l'accès. La seconde, énonce que « les Parties récipiendaires ne rechercheront aucune protection des variétés végétales ou des brevets sur les ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture reçues du Système multilatéral. »

L'accès aux ressources phylogénétiques couvertes par des droits de propriété intellectuelle (DPI), essentiellement détenus par les compagnies du secteur privé, est une autre question. Selon l'Engagement international, l'accès des pays en développement à ces

matériaux devrait être facilité, mais il n'y a pas de consensus sur la façon dont ceci devrait se faire. Un texte encore en cours d'examen propose que l'accès aux ressources phylogénétiques couvertes par des DPI soit « compatible avec le droit national et international ». Un paragraphe supplémentaire entre crochets propose que ces lois ne soient pas mises en œuvre d'une manière qui limite l'utilisation de ces matériaux par d'autres.

DPI et partage des avantages

Le projet de texte en cours d'examen cite quatre mécanismes de partage des avantages, découlant de l'utilisation des ressources relevant du Système multilatéral : l'échange d'information, l'accès à la technologie et le transfert de technologie, la constitution de capacités, et le partage des avantages commerciaux.

Parmi ceux-ci, le transfert de technologie et le partage des avantages commerciaux sont directement liés à l'Accord sur les ADPIC de l'OMC. Sur le premier, l'article 7 des ADPIC énonce que la protection des DPI devrait contribuer au « transfert et à la diffusion de la technologie [...] d'une manière propice au bien-être économique et social et à un équilibre des droits et des obligations ». Les pays en développement ont souligné que cette clause de « bonne volonté » n'avait pas été en mesure d'apporter des résultats concrets.

Le groupe de contact de l'Engagement international a convenu, en août, que les mécanismes de partage des avantages incluraient l'accès à la technologie et le transfert de celle-ci aux pays en développement « à des termes favorables, y compris à des conditions préférentielles et spéciales convenues d'un commun accord ». Toutefois l'accès à la technologie et le transfert de technologie doivent être compatibles avec les droits de propriété intellectuelle.

Le partage des avantages commerciaux découlant de l'utilisation de ressources relevant du Système multilatéral a suscité un long débat, particulièrement en ce qui concerne l'article 14.2(d)(iv), qui stipule que : [Chaque fois que l'utilisation de ressources phylogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture auquel on a eu accès au titre du Système multilatéral aboutit à un produit protégé par des brevets, ou toute forme de protection commerciale qui limite l'accès au matériel génétique concerné pour la recherche ou la sélection végétale, les Parties conviennent qu'une part fixée de redevances sera versée à un mécanisme devant être déterminé par l'Organe de décision, comme contribution à la mise en œuvre des plans et programmes agréés, tels qu'établis en conformité avec l'article 16.]

Cette disposition provisoire a été tirée directement de la Convention sur la diversité biologique, qui demande aux Parties de prendre des mesures pour partager « de manière juste et équitable les résultats de la recherche et du développement et les avantages découlant de l'utilisation commerciale et autre des ressources génétiques ». Les pays en développement recherchent à peu près la même chose quand ils préconisent l'harmonisation de l'Accord sur les ADPIC avec la CDB.

Durant les discussions du groupe de contact, certains pays en développement ont déclaré que du fait que les firmes récolteraient les avantages de l'accès au matériel phylogénétique relevant du

Système multilatéral, elles devraient être contraintes de contribuer à la stratégie de financement de l'Engagement international. D'autres ont averti que les prescriptions en matière de paiement de redevances réduiraient les investissements du secteur privé dans les pays en développement. Le compromis provisoire auquel les négociateurs sont arrivés prévoit que :

Le détenteur de droits paiera une redevance équitable chaque fois que des ressources phytogénétiques pour l'alimentation et l'agriculture auxquelles il a eu accès au titre du Système multilatéral produisent une ressource phytogénétique couverte par un type quelconque de propriété intellectuelle ou de protection commerciale qui en limite toute autre utilisation.

Les Parties encourageront également les détenteurs de droits à payer une redevance équitable pour la protection commerciale ou des DPI non-restrictive. Cette dernière disposition sera réexaminée cinq ans après l'entrée en vigueur du traité. Certains négociateurs des pays développés ont averti que leur agrément au langage des dispositions en matière de redevances était sous réserve de l'approbation de leurs capitales.

Parmi les questions majeures qui reste à résoudre, dans la révision de l'Engagement international, il y a la question de savoir quelles ressources génétiques seront couvertes par le Système multilatéral. Ceci promet d'être une tâche difficile car les propositions sur la table varient de 9 à 287 cultures. Jusqu'ici, les délégués ont seulement convenu que le système multilatéral couvrira les cultures qui sont essentielles pour la sécurité alimentaire, et qu'en cas de cultures à usages multiples, la composante sécurité alimentaire déterminera l'inclusion à l'Annexe I, qui présentera la liste des ressources phytogénétiques disponibles au titre du Système multilatéral.

Il reste également à clarifier les liens entre l'Engagement international et d'autres accords internationaux. Tenant clairement compte de l'Accord sur les ADPIC, l'article 4 énonce que les dispositions de l'Engagement international « n'affecteront pas les droits et obligations » des Parties au titre des accords existants, mais un paragraphe supplémentaire entre crochets ajouterait une exception, au cas où l'exercice de ces droits entraînerait des dommages ou des menaces graves pour les ressources phytogénétiques. Un texte entre crochets propose également que les Parties à l'Engagement international qui n'ont pas ratifié la CDB « seront présumées accepter les dispositions de la Convention qui ont trait aux questions couvertes par cet Engagement », à savoir l'accès et le partage des avantages.

Si ces obstacles peuvent être surmontés lors d'une autre session de négociation – dont le financement est encore problématique – il y a de fortes chances pour que l'Engagement international sur les ressources phytogénétiques révisé, harmonisé avec les dispositions de la Convention sur la diversité biologique, soit adopté par le Conseil de la FAO, lors de sa réunion du 20 au 25 novembre 2000.

Contacteur : José Esquinas-Alcázar, FAO, tél : (39-06) 52251, e-mail : Jose.Esqinas@fao.org, web : <http://www.fao.org/ag/cgrfa/ia/htm>

¹ L'Engagement International a été établi en 1983 pour assurer que les ressources phytogénétiques, particulièrement celles ayant un important potentiel économique, sont collectées, préservées et mises à disposition pour la sélection végétale et à des fins scientifiques. A ce jour, 113 pays ont adhéré à l'Engagement international. Le Brésil, le Canada, la Chine, le Japon, la Malaisie et les Etats-Unis figurent au nombre des exceptions notoires.

Négociations agricoles ... (suite de la page 2)

cette démarche peut s'avérer difficilement praticable. C'est compte tenu de ce problème que le mécanisme de sauvegarde spéciale a été développé dans ce domaine, mais il ne peut être utilisé que par les pays qui ont converti leurs obstacles non tarifaires en équivalents tarifaires (c'est-à-dire qui ont adopté la tarification). Or Comme nous l'avons vu plus haut, la plupart des pays en développement n'avaient pas ce type d'obstacles et n'ont donc pas eu recours à la tarification. A ce titre, ils ne sont pas autorisés, à présent, à avoir recours au mécanisme de sauvegarde spéciale. Or étant donné le risque d'afflux massif d'importations subventionnées des pays développés, il paraît nécessaire d'accorder aux pays en développement la possibilité d'avoir recours au mécanisme de sauvegarde spéciale pour préserver leur production interne.

(c) Corrections souhaitables

Les hauts niveaux de droits tarifaires des pays développés sur certains produits commercialisés importants et leurs hauts niveaux de subvention interne et de subvention des exportations sont les causes majeures de la protection et de la distorsion du commerce mondial des produits agricoles. Selon les objectifs des négociations mentionnées plus haut, ceux-ci doivent être corrigés.

En outre, tout ceci a une incidence particulièrement négative sur la production et le commerce des pays en développement. Les agriculteurs des pays en développement sont économiquement très faibles, comparés à ceux des pays développés ; ils sont en outre confrontés à cette situation d'inégalité et de déséquilibre des échanges et de la production en raison du niveau élevé des obstacles à l'importation dans les pays développés et des subventions considérables dont bénéficient les agriculteurs de ces pays.

Toute autre négociation pour la libéralisation de l'agriculture devrait commencer par apporter des correctifs à la situation actuelle telle que décrite ci-dessus. Les principaux pays développés doivent éliminer, ou au moins réduire de façon substantielle, leurs subventions internes et éliminer leurs subventions à l'exportation. Ils ont déjà pu les concerver dans une très grande mesure pendant les cinq premières années de la mise en œuvre de l'Accord sur l'agriculture.

Ceci a été une concession pratiquement unilatérale de la part des pays en voie de développement, car la plupart d'entre eux n'ont presque rien obtenu en retour. Il est temps que ces pays prennent l'engagement de renoncer à ces concessions et à ces avantages. Ceux-ci sont des distorsions massives pour la production et les échanges mondiaux dans l'agriculture ; et le seul objectif de l'Accord sur l'agriculture est de mettre un terme à ces distorsions.

Quelques aspects importants pour les pays en développement

Il y a un autre problème grave dans l'Accord sur l'agriculture qui a été souligné à maintes reprises par les pays en développement. L'accord est fondé essentiellement sur des considérations commerciales ; il en résulte que deux questions spéciales qui sont des préoccupations sérieuses pour les pays en développement n'ont pas été prises en compte. Il s'agit de la production

(suite à la page 14)

alimentaire pour la consommation locale dans les pays en développement et la protection des petits agriculteurs et de l'agriculture familiale. Les pays en développement ont à maintes reprises mis l'accent sur ces deux facteurs durant les préparatifs de la réunion ministérielle de Seattle. Il est important qu'il y ait un accord pour que les politiques et les mesures des pays en développement en ce qui concerne ces deux facteurs ne soient pas entravées par l'Accord sur l'agriculture.

Pays en développement importateurs nets de produits alimentaires

Une autre préoccupation sérieuse est le coût de la libéralisation du commerce des produits alimentaires pour les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. L'Accord ne prête attention à cette question que pour la forme. Il y a une reconnaissance du problème, mais il n'y a pas de solution effective. Il est impératif de mettre en place un mécanisme efficace pour aider les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

Il convient d'accorder une priorité absolue à ces questions dans les négociations agricoles à venir. Afin de rétablir un certain équilibre dans l'Accord, les orientations ou modalités initiales pour les négociations devraient contenir uniquement les questions mentionnées ci-dessus. C'est seulement après que ces problèmes ont été résolus avec succès dans les phases initiales des négociations qu'il faudrait s'attaquer à la libéralisation.

Suggestions pour des directives/modalités initiales

Les modalités initiales de négociations devraient comprendre les questions suivantes :

- * Réduire de manière substantielle les crêtes tarifaires dans les pays développés. Il faudrait déterminer l'importance de la réduction et la période durant laquelle la cible de réduction doit être atteinte.
- * Eliminer/réduire de manière substantielle les subventions internes et les subventions à l'exportation de produits agricoles des pays développés et déterminer un délai dans lequel ceci devrait se faire.
- * Exclure des disciplines de l'Accord sur l'agriculture en matière d'accès aux marchés et de subventions internes, la production alimentaire pour la consommation interne dans les pays en développement, ainsi que la protection des petits agriculteurs et de l'agriculture familiale. Des négociations devraient avoir lieu pour déterminer le mode de mise en œuvre d'une telle décision.
- * Permettre aux pays en développement, qu'ils aient adopté ou non la tarification, d'utiliser le mécanisme de sauvegarde spéciale.
- * Aider effectivement et directement les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires. Il faudrait en déterminer le mécanisme et la méthode.

Après avoir pleinement exécuté ces orientations initiales, il faudrait en préparer d'autres.

SERVICES

Portée des nouvelles négociations

Les négociations dans le domaine des services seront menées « en vue de réaliser un niveau relativement élevé de libéralisation ». Elles porteront sur les obligations « comme moyen de fournir un accès effectif aux marchés ». En outre, le processus doit promouvoir « les intérêts de tous les participants sur une base d'avantages mutuels » et assurer « un équilibre global des droits et des obligations ». (Article XIX du GATS).

Dans le domaine des services, beaucoup plus que dans celui des biens, il est extrêmement difficile de suivre la voie des avantages mutuels et de réaliser l'objectif de l'équilibre des droits et des obligations. La grande différence entre la capacité d'offre des pays en développement et celle des pays développés dans ce domaine rend la réalisation de ces objectifs presque impossible, si l'on prend le schéma de négociations adopté dans le Cycle d'Uruguay.

Schéma des négociations dans le cycle d'Uruguay

Dans le Cycle d'Uruguay, des obligations générales couvrant tous les services ont été mises au point. Sur cette base se sont négociés des engagements de libéralisation dans des secteurs spécifiques sur la base de listes par pays. Ces engagements étaient devenus ainsi multilatéraux. Après l'entrée en vigueur du GATS, des négociations rapides et intenses ont abouti à des accords supplémentaires dans les secteurs des services financiers et des télécommunications, ainsi que des accords sur la libéralisation dans ces secteurs.

Les négociations sectorielles ont été organisées sur la base de ce que l'on a communément appelé la méthode des listes positives, c'est-à-dire qu'un pays prépare une liste « positive » de secteurs dans laquelle il contracte des obligations de libéralisation. Tous les autres secteurs sont exemptés de ces obligations, pour ce même pays. Cette approche contraste avec celle des listes négatives qui auraient soumis les pays à des obligations de libéralisation dans tous les secteurs, sauf dans ceux spécifiés qu'il mettrait dans sa liste d'exclusion.

DÉSÉQUILIBRES ET INJUSTICES ENTRAINES

(a) Incidences générales du déséquilibre

Au cours des négociations sur les engagements sectoriels, différents pays ont contracté des obligations pour libéraliser les importations en facilitant les conditions d'accès aux marchés et l'octroi du traitement national, c'est-à-dire un traitement non moins favorable que celui accordé à un prestataire national de services similaires. Il convient d'examiner les incidences de cette démarche à la lumière de la grande différence entre la capacité d'offre des pays développés, d'une part, et celle des pays en développement de l'autre.

La plupart des pays en développement ne disposent que d'une faible capacité d'offre dans le secteur des services et d'exportation vers les pays développés. Par conséquent, les résultats des négociations ont essentiellement favorisé l'exportation de ser-

vices des pays développés vers les pays en développement sans qu'il n'y ait pour ces derniers d'avantage effectif comparable découlant des engagements de libéralisation des pays développés dans les secteurs des services.

Il en a résulté que les pays en développement ont accordé des concessions sans en recevoir effectivement en retour, les avantages n'ont pas été mutuels et il n'y a donc pas eu d'équilibre global des droits et des obligations.

(b) Aggravation du déséquilibre et de l'injustice

Les négociations accélérées dans le secteur financier et celui des télécommunications n'ont fait qu'aggraver ce déséquilibre. Ce sont ces domaines qui présentaient un intérêt spécial pour les pays développés, et ils ont bénéficié en priorité d'une attention spéciale. Ce sont tout particulièrement des domaines où les pays en développement n'ont pratiquement aucune capacité d'offre pour l'exportation vers les pays développés. Même si un grand pays développé permet l'entrée des banques des pays en développement, ceux-ci n'en tireront pas de véritables avantages car ils n'ont pas la capacité de concurrencer les banques locales.

Par contre, même avec l'ouverture d'un nombre beaucoup plus restreint de succursales de banques des pays développés dans un pays en développement, ces succursales peuvent faire de bonnes affaires, car il n'y a pratiquement pas de concurrence de la part des banques locales (...). De même, la libéralisation du secteur des télécommunications offrira beaucoup plus d'opportunités aux firmes des pays développés qu'à celles des pays en développement, car ces dernières ne disposent pas d'une force comparable dans ce domaine.

Dans ce contexte, le fait même d'inscrire la libéralisation des services à l'ordre du jour de l'OMC a accentué des déséquilibres et des inégalités (...).

(c) Déséquilibre dans le traitement du capital et de la main-d'œuvre

Il y a, en outre, un déséquilibre dans le traitement du capital et de la main-d'œuvre dans le GATS. Cet Accord contient des disciplines relatives à la circulation sans restrictions du capital en relation avec la fourniture de services, mais le même traitement n'a pas été accordé à la circulation de la main-d'œuvre. Les articles XI et XVI du GATS interdisant :

- (i) d'appliquer des restrictions aux transferts et aux paiements concernant les transactions courantes ayant un rapport avec des engagements sectoriels spécifiques,
- (ii) d'appliquer des restrictions à des transactions en capital d'une manière incompatible avec les engagements sectoriels spécifiques,
- (iii) d'obliger un pays le transfert de capital transfrontière si ceci est un élément essentiel du transfert de service couvert par les engagements sectoriels spécifiques. Si ces obligations en matière de circulation du capital sont très claires, spécifiques et détaillées, il n'y a rien de tel en matière de circulation de la main-d'œuvre.

(d) Avantages possibles de l'importation de services dans les pays en développement

Certains font parfois valoir que les pays en développement tirent profit de l'importation de services, car ceux-ci améliorent ainsi leur production de biens et de services. Si tel est le cas, un pays en développement peut entreprendre sa propre libéralisation, sans prendre d'engagement contraignant à l'OMC. Les pays en développement ont perdu la possibilité de modifier leur politique à la lumière des expériences futures, suite à l'engagement du GATS, même s'il est présumé qu'ils tirent des avantages de l'importation de services.

Correctifs possibles

Si les négociations démarrent sur la base de la demande et de l'offre et si tous les pays - développés et en développement - doivent contracter des obligations, le déséquilibre s'accroîtra inévitablement, et les pays en développement se retrouveront en situation encore plus désavantageuse.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, les négociations doivent se fonder sur des « avantages mutuels » et les résultats doivent assurer « un équilibre global des droits et des obligations ». Tout ceci sera totalement annihilé si l'ancien processus consistant à faire contracter des obligations de libéralisation, à la fois par les pays développés et par les pays en développement, est de nouveau adopté.

Il est logique d'attendre des nouvelles négociations qu'elles commencent par réduire le déséquilibre et l'injustice de manière significative. Il faut une approche d'un type totalement nouveau. L'article XIX du GATS fournit une certaine orientation pour réaliser cet objectif. Cet article stipule que dans le cours des négociations sectorielles, les pays en développement peuvent contracter des engagements pour libéraliser moins de secteurs et moins de types de transactions.

Les pays en développement ont déjà libéralisé un certain nombre de secteurs et n'ont pas eu d'accès effectif aux marchés des pays développés. Dans ce contexte, une manière efficace de réduire le déséquilibre actuel est de partir d'une modalité/directive initiale qui n'exigera pas de ces pays davantage d'engagement de libéralisation et qui exigera uniquement des pays développés qu'ils libéralisent leurs importations de services dans les secteurs d'exportation qui intéressent les pays en développement.

Les pays en développement peuvent choisir les secteurs qui les intéressent et le type de restrictions en vigueur dans les pays développés à supprimer ou à assouplir. Ce processus est pleinement appuyé par l'article IV du GATS, qui stipule que la participation croissante des pays en développement au commerce mondial des services sera facilitée, entre autres, par « la libéralisation de l'accès aux marchés dans les secteurs et pour les modes de fourniture qui intéressent (les pays en développement) du point de vue des exportations ».

Un exemple évident du secteur/mode de fourniture qui intéresse

(suite à la page 16)

Négociations agricoles ... (suite de la page 15)

les pays en développement du point de vue des exportations est celui de la circulation de la main-d'œuvre. Il devrait y avoir, de la part des pays développés, un assouplissement à l'entrée des prestataires de services des pays en développement (...).

Une mise en œuvre sincère et fidèle de ces dispositions par les pays développés aurait abouti à moins de déséquilibre (...); mais tel n'a pas été le cas. En fait, les grands pays développés ont parfois fait exactement le contraire. Ils ont insisté pour que les pays en développement leur consentent un haut niveau de concessions, particulièrement dans les services financiers. Il faudrait au moins que les dispositions spéciales qui intéressent les pays en développement soient à présent appliquées avec une sincérité totale dans les nouvelles négociations.

Dans le même temps, les pays développés devraient convenir de prendre des mesures pour encourager l'importation des services des pays en développement dans leurs propres pays.

On peut penser à différents types de mesures. Par exemple, les pays développés peuvent fournir à leurs importateurs des incitations pour importer des services des pays en développement. Ils peuvent également réserver une part spécifiée de l'importation de services à usage étatique pour des importations en provenance des pays en développement.

DIRECTIVES POSSIBLES

Les modalités appropriées pour les nouvelles négociations dans les services pourraient être les suivantes :

- * Il ne faudrait pas attendre des pays en développement qu'ils contractent davantage d'obligations en matière de libéralisation des services.
- * Les pays en développement devraient choisir les secteurs et les transactions qui les intéressent du point de vue des exportations. Les négociations devraient être orientées vers la libéralisation par les pays développés de ces secteurs / transactions.
- * Les pays développés devraient prendre des mesures concrètes pour encourager l'importation de services des pays en développement (comme par exemples de fournir aux firmes nationales des incitations pour qu'elles importent des services des pays en développement et de réserver une partie de leurs importations de services à usage gouvernemental à des services importés des pays en développement).

Les négociations devraient viser à identifier davantage de mesures de ce type et à mettre au point les modalités de leur mise en œuvre dans les pays développés.

- * Il faudrait entreprendre et achever des négociations dans une période de temps spécifié dans le domaine de la libéralisation de la circulation de la main-d'œuvre des pays en développement vers les pays développés. (...)

Nécessité d'une protection ... (suite de la page 4)

- Quand un produit breveté est commercialisé à un prix moindre dans un autre pays, les pays peuvent avoir recours à « l'importation parallèle » de ce médicament du pays où le même fabricant le vend à un prix moindre, mais uniquement si ces pays ont prévu le principe de « l'épuisement » dans leur propre loi nationale sur les brevets.
- Les pays peuvent introduire des clauses de « licence obligatoire » dans leur législation nationale. Ces licences permettraient à un gouvernement, dans certaines circonstances, d'importer ou de produire une copie générique à un prix plus abordable du produit breveté et payer des redevances au titulaire du produit. Ces exceptions sont toutefois, limitées dans le temps et conditionnelles.
- Afin de tirer profit de médicaments génériques meilleur marché immédiatement après l'expiration de leur brevet, les gouvernements pourraient introduire les clauses « Bolar » ou « de mise en exploitation rapide » dans leur loi sur les brevets. Celles-ci pourraient permettre aux compagnies produisant des génériques de développer et de tester (mais non de stocker pour la vente) des médicaments génériques dans les dernières années où un produit est breveté.

Les pays de la SADC doivent remplir toutes les conditions ci-dessus. Ceci signifie qu'il leur faut les compétences et les institutions nécessaires pour l'élaboration de lois appropriées, pour l'enregistrement des brevets et pour la fourniture de données pour l'enregistrement en matière de santé, ainsi que la capacité de se défendre lors des batailles juridiques en cas de différends au sein de l'OMC à propos de leurs actions.

Baisse des prix/dons et licences obligatoires

Licences obligatoires	Offres de prix réduits
La loi sur les brevets décide	Offres volontaires
Contrôles nationaux	Contrôle par les titulaires des brevets
Non-exclusif	Exclusif
Permettent les génériques	Nom de marque uniquement
Procédure claire	Conditions pas (encore) précises
Prix probablement moins élevés	Prix plus bas, mais pas aussi bas qu'avec les licences obligatoires
Conditions listées dans les ADPIC, redevances	Conditions imprécises

Les pays peuvent également rechercher des mesures correctives non réglementées par les ADPIC, telles que :

- Les réductions volontaires de prix / dons de l'industrie ;
- Le contrôle des prix ;
- Les licences volontaires accordées par les titulaires de brevet pour la production locale/le transfert de technologie, l'utilisation d'urgence.

Il a été plus largement question de certaines de ces mesures correctives au cours des derniers mois. Cinq multinationales pharmaceutiques ont proposé, le 12 mai 2000, une baisse de 60-85% sur les produits liés au traitement du SIDA en faveur des pays en développement, en collaboration avec l'UNISIDA. Boehringer Ingelheim a offert son médicament, la nevirapine gratuitement, pendant cinq ans, aux programmes de prévention de la transmission mère-enfant dans les pays en développement. Pfizer a proposé le fluconazole gratuitement jusqu'à fin 2002 aux patients sud-africains du secteur public souffrant de méningite à cryptococcus.

En août 2000, les Ministres de la santé de la SADC ont développé une stratégie conjointe pour traiter de ces offres. Ils ont insisté pour que les dons soient équitables (c'est-à-dire disponibles pour tous les citoyens dans l'ensemble des pays de la SADC), qu'ils soient abordables, accessibles, appropriés, acceptables et durables (au moins 5 ans).

Il semblerait que les mesures correctives juridiques qui se servent de la marge de manœuvre offerte par les ADPIC pour des raisons de santé publique offrent une approche plus viable sous le contrôle des autorités de la santé de la SADC, que les mesures actuelles sur les prix. Ceci s'illustre par exemple, dans le tableau ci-dessus, qui compare les baisses de prix ou les dons aux licences obligatoires.

C'est probablement en raison de ces considérations que les ministres de la santé de la SADC ont rejeté, les offres de baisse des prix, faites à travers les médias, dans leur quête de mesures plus viables à plus long terme. On peut également douter du fait que même une baisse de prix de 85-90% soit suffisante pour la charge énorme de rendre ces médicaments accessibles de façon équitable dans la thérapie du VIH/SIDA, étant donné l'échelle de l'épidémie.

L'expérience sud-africaine présentée ci-dessus met en outre l'accent sur les investissements et les domaines de conflit potentiel qu'il faudra prendre en compte pour que les pays de la SADC garantissent l'accès aux nouveaux médicaments essentiels, même dans le cadre des ADPIC.

- Les Etats Membres de la SADC devront mettre en œuvre des mesures juridiques et institutionnelles pour aborder les « sauvegardes de santé publique » permises au titre de l'Accord sur les ADPIC. La SADC fournit un cadre important pour organiser et canaliser cet appui aux Etats Membres. L'OMS a également la mission d'assurer un tel appui.
- L'industrie pharmaceutique devra mettre en balance les considérations de propriété intellectuelle et de recouvrement des coûts avec les intérêts de santé publique, et le marché potentiellement large des nouveaux produits pharmaceutiques, si les prix sont fixés à des niveaux plus abordables. A un niveau plus profond, la rupture marquée entre les structures actuelles des prix des médicaments et les besoins de la majorité de la population dans des régions telles que la SADC devrait constituer un stimulant pour que l'industrie révise ses politiques et participe à un réexamen public plus large des politiques d'accès aux médicaments. Les propositions actuelles de subvention aux prix et les mécanismes mêmes de fixation des prix par niveaux démontrent que la situation actuelle n'est pas viable.
- Les clients, particulièrement dans les communautés à faible revenu, et les organisations de la société civile qui les représentent, sont confrontés à des pressions pour être mieux informés et plus impliqués dans les négociations sur l'accès aux services de santé et aux médicaments. Des organisations telles que Médecins sans frontières (MSF) et Health Action International ont joué un rôle dynamique pour mener des actions de sensibilisation sur les questions complexes de l'OMC, au niveau communautaire, et pour aborder les questions de l'accès aux médicaments et de leurs coûts, au niveau mondial. Il en a été de même pour des réseaux de la société civile locaux tels que Treatment Action Campaign en Afrique du Sud et Community Working Group on Health au Zimbabwe. Cette contribution de

la société civile est importante pour renforcer les actions étatiques dans l'intérêt de la santé publique. Il est également essentiel que les clients connaissent leurs choix en termes de médicaments génériques, et qu'ils deviennent des consommateurs plus avertis sur les produits de santé. Ceci implique une diffusion de l'information plus large et plus dynamique sur les médicaments et l'emploi des médicaments.

Le défi d'assurer un accès équitable et à un coût abordable des nouveaux médicaments essentiels au titre des ADPIC dans les pays de la SADC met une fois de plus en évidence l'agilité dont les Etats doivent faire preuve sur le terrain inéquitable de l'OMC, particulièrement si ceux-ci veulent que le commerce intègre des considérations de santé publique et d'équité.

Il ne s'agit pas simplement d'une question pour la SADC – ceci renvoie à la façon dont l'OMC prend en compte de telles préoccupations dans l'élaboration des accords commerciaux. Ce sont les mêmes pressions en vue d'une intégration plus dynamique de ces questions à l'OMC qui ont réapparu, par exemple, à l'Assemblée mondiale de la santé en 1999, quand les pays ont fait part d'une préoccupation globale pour que les accords commerciaux soient plus sensibles aux considérations de santé publique.

NOTES

¹ La SADC (Communauté de développement de l'Afrique australe) regroupe l'Afrique du Sud l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, la RDC, les Seychelles, le Swaziland, la Tanzanie, le Zimbabwe et le Zimbabwe. C'est une communauté économique, politique et sociale de nations, regroupant 193 millions de personnes. Le Bureau du Secteur de la santé de la SADC est coordonné par l'Afrique du Sud, ainsi que le Bureau du Secteur du commerce et des investissements.

² La stratégie de l'OMS pour réaliser l'accès aux médicaments essentiels repose sur quatre piliers : une sélection rationnelle, des prix abordables ; un financement durable ; et des systèmes de santé et d'approvisionnement fiables. Voir <<http://www.who.int/medicines>>

³ Par exemple, le Zimbabwe vient de publier sa 4th List of Essential Drugs and Standard Treatment Guidelines (Liste de médicaments essentiels et Directives thérapeutiques types). Info : <ndtpac@healthnet.zw>. South Africa's Treatment Guidelines for PHC and Hospitals (décembre 1998) est disponible à <<http://www.sadap.org.za/edl>>

⁴ Articles 1, 27.1, 27.2, 27.3, 28, 28.1(b), 33, 34, 65 et 70 des ADPIC.

⁵ MSF. 2000. Rapport sur la fixation des prix des médicaments pour le traitement du VIH/SIDA. Disponible à : <<http://www.msf.org/advocacy/acessmed/reports/2000/07/aidspricing/>>

⁶ La protection par brevets des produits pharmaceutiques avant 1995 a été disponible pour l'Afrique du Sud et le Zimbabwe.

⁷ Patrick Bond, *Globalization, Pharmaceutical Pricing and South African Health Policy : Managing Confrontation with US Firms and Politicians*. International Journal of Health Services Vol. 29, n° 4, 1999.

⁸ Articles 7 et 8 des ADPIC.

⁹ Bien que les ADPIC semblent empêcher l'importation parallèle dans l'article 28.1, ceci est sous réserve de l'article 6 sur l'épuisement, qui énonce que les pays ne peuvent pas être traduits devant l'Organe de règlement des différends si leur législation sur les brevets permet l'épuisement.

¹⁰ Principes de la SADC pour orienter les négociations avec les firmes pharmaceutiques sur la fourniture de médicaments pour le traitement des conditions liées au VIH/SIDA dans les pays de la SADC. Août 2000.

¹¹ Résolution WHA52/19 de l'Assemblée de l'OMS. Mai 1999.

Campagne des ONG africaines... (suite de la page 5)

période de huit ans. Dans le même temps, le gouvernement américain peut à tout moment, retirer cet avantage s'il détermine qu'il y a une poussée trop soudaine des importations de produits textiles qui menacera ses propres industries internes.

Exiger l'utilisation de matières premières américaines ira à l'encontre de la capacité des pays africains à développer, soit individuellement, soit ensemble, leur propre base de matières premières pour les textiles et entravera donc le développement d'une industrie textile intégrée en Afrique. En outre, l'importation de matières premières américaines à utiliser dans la production textile peut s'avérer onéreuse en raison des coûts du transport et autres, ce qui mènerait au fait que les produits textiles africains exportés aux Etats-Unis ne soient pas concurrentiels, en fin de compte.

...Concessions réelles de la part de l'Afrique

En échange de ces avantages illusoire, l'AGOA exige des pays africains, entre autres :

(a) qu'ils éliminent les obstacles au commerce et à l'investissement américains en Afrique. Ceci comprend la demande que les firmes américaines bénéficient du même traitement que les firmes africaines, et que soient respectées des normes élevées de protection de la propriété intellectuelle, telles que contenues dans l'Accord sur les ADPIC de l'OMC,

(b) qu'ils appliquent une privatisation plus poussée, suppriment les subventions étatiques et le contrôle des prix,

(c) qu'ils garantissent les normes internationales du travail, et fixe un âge minimum pour le travail des enfants,

(d) qu'ils n'entreprennent aucune action qui sape la sécurité nationale américaine et leurs intérêts de politique étrangère.

La Loi spécifie clairement que ces conditions doivent être comprises dans le contexte des normes qui opèrent à l'OMC. Par exemple, la Loi demande au Président « d'encourager les pays » africains « à mettre leurs régimes juridiques en conformité avec les normes de l'OMC ». On attend également de ces pays qu'ils libéralisent leur secteur des services, en prenant davantage d'engagements dans l'Accord général du commerce des services (GATS) de l'OMC, afin de supprimer les obstacles tarifaires et non tarifaires.

Certaines de ces exigences sont contenues dans les accords de l'OMC que les gouvernements africains trouvent contraires à leurs intérêts et qu'ils s'acharnent à modifier. Elles comprennent des questions telles que les ADPIC, les MIC et le soutien à l'agriculture. D'autres exigences telles que les normes du travail et l'investissement font partie des nouvelles questions que les Etats-Unis tentent de promouvoir, contre la volonté des pays africains et d'autres pays en développement.

En faisant donc de ces exigences une conditionalité pour certains avantages supposés, l'AGOA tend un piège aux pays africains pour qu'ils cèdent aux attentes que le gouvernement américain a des difficultés à réaliser à l'OMC.

L'AGOA dressera également les pays africains les uns contre les autres. Cette Loi propose l'établissement de zones de libre-échange. Celles-ci, avec d'autres mesures dites de soutien pour les économies africaines, visent uniquement les économies « orientées vers

la croissance ». Quelques pays seront choisis, et les plus pauvres seront laissés à eux-mêmes. Par-dessus tout, comme l'a noté la Conférence des Ministres africains du commerce au Caire, ceci sapera simplement les efforts de coopération économique régionale des pays africains.

Actions proposées par les organisations de la société civile

Les organisations africaines de la société civile doivent conjuguer leurs efforts pour sauver les pays africains du piège de l'AGOA. Pour ce faire, elles proposent :

- De se renseigner auprès des gouvernements des pays concernés pour savoir s'ils ont écrit au gouvernement américain pour manifester leur intérêt à être éligible ;

- D'envoyer aux autorités gouvernementales concernées les documents de la campagne des ONG africaines les avertissant des dangers que représente l'AGOA

- D'inciter les gouvernements à NE PAS FAIRE DE DEMANDE pour devenir un « pays éligible », c'est-à-dire de ne pas souscrire à l'AGOA ;

- D'informer d'autres ONG de l'existence de l'AGOA et de la menace que cette loi représente, et de constituer des comités nationaux de la société civile (y compris les syndicats) pour mener une campagne contre l'AGOA.

- D'alerter les média et le public au sujet de cette question.

L'Afrique sera t'elle la laissée ... (suite de la page 9)

- équité dans la mise en œuvre des mécanismes de flexibilité,
- équité dans les projets (CDM par exemple).

Un premier croisement à **court terme**, c'est à dire **dans le champ des négociations actuelles** (entre annexe 1 et non annexe 1), permet de définir un certain nombre de préconisations concrètes pour l'équité :

1- Equité et développement durable : Orienter les PED sur le « sentier » du développement durable, c'est faire en sorte que les choix d'infrastructures, d'investissements, d'équipements, etc. répondent aux critères de viabilité économique, de « propreté » environnementale, d'équité sociale et de cohérence institutionnel. Ceci ne peut se faire que par une augmentation et un réorientation de l'ensemble des mécanismes d'APD, en particulier que les pays industrialisés respectent l'engagement de consacrer 0,7% de leur PIB à l'APD.

Face à une baisse généralisée actuelle de l'APD, on voit mal comment pourrait s'opérer un **rééquilibrage de développement** entre le Nord et le Sud. De manière adjacente, l'endettement des pays du Sud, frein au développement, doit trouver, auprès de la communauté internationale des solutions qui participent à ce rééquilibrage.

2- Equité par rapport à la Convention et au Protocole de Kyoto : La stabilisation des concentrations atmosphériques restent actuellement le problème majeure des pays industrialisés. Seules des politiques et mesures drastiques, c'est à dire une refondation de leurs modes de production et de consommation peut permettre à ces pays de s'acquitter de la **dette écologique** que représentent leurs responsabilités historiques dans les concentrations actuelles.

Les **financements additionnels** (par rapport à l'APD), prévues au

titre de la Convention, doivent permettre aux PED de s'engager dans des options d'atténuation ou d'évitement d'émissions de GES, dites à **double dividende**, à savoir des options « gagnantes » sur le plan environnemental et économique. Une liste « positive » des technologies ou des savoir-faire doit rapidement être établie par les Parties.

3- Équité et mécanismes de flexibilité: A la limitation du recours aux « flexmex » (cf. supra), on doit adjoindre, dans ce champ, une taxation de l'ensemble des mécanismes si on veut effectivement nourrir un fonds pour les pays les plus vulnérables. On doit même être plus **volontariste** pour le MDP, en faisant en sorte qu'une part non négligeable des financements s'orientent vers les PMA, on va, sinon, reproduire ce qui s'est passé pour la phase pilote des Activités Exécutées Conjointement dans laquelle, sur presque cent cinquante projets, moins de cinq ont concerné l'Afrique. D'où la recommandation d'un **système de quota** dans la phase de lancement du MDP, afin de faire fonctionner les **effets d'apprentissage** de ce nouveau mécanisme.

4- L'équité dans le champ du MDP : On ne peut s'en remettre au départ à un simple mécanisme de marché devant drainer l'investissement direct étranger; seule la mise en place d'une **chambre de compensation** (clearing house) à connotation multilatérale ou plurilatérale serait en mesure d'équilibrer les flux d'investissements et de contrôler la répartition des gains (entre les pays industrialisés et les PED) liée au fonctionnement du mécanisme.

Quand au problème des **puits de carbone**, face aux incertitudes scientifiques et à la manière dont certains pays industrialisés (en

particulier le groupe « umbrella » favorable aux puits dans le MDP) pourraient satisfaire leurs obligations en « plantant des arbres » au moindre coût dans les PED, il semble prématuré de vouloir les introduire dans ce mécanisme. Il n'en demeure pas moins qu'il serait souhaitable que dans des domaines comme l'agroforestrie des expériences pilotes et hors protocole puissent être menées afin de lever les incertitudes scientifiques et de s'assurer que l'activité participe effectivement au développement agricole.

A plus long terme, et en tenant compte des tendances quantitatives des émissions, les débats sur l'équité devraient être alors orientés vers « **un même droit d'émissions pour tous sur la planète** » qui reste la base du principe d'équité; les différents « champs » précédents seraient alors croisés comme ci-dessous, en tenant compte des pays, jusqu'ici hors annexe 1, mais qui, en fonction de leur développement seraient appelés à prendre des engagements (pays intermédiaires) et des PMA vers lesquels une **orientation volontariste de l'APD, des projets d'adaptation et du MDP** amoindrirait l'iniquité actuelle.

Les enjeux sont de taille, d'autant que sur le plan juridique, le PK ne peut entrer en vigueur que s'il est ratifié par cinquante cinq pays qui représentent au moins 55% des émissions des pays annexe 1. Quand on sait que les Etats-Unis en représentent 36%, l'UE, 25% et la Russie 17%, le poids des grands émetteurs est donc prépondérant dans la ratification du protocole, ce qui restreint d'autant le poids des PED, en particulier de l'Afrique, dans sa volonté d'avoir une Convention qui assure **l'intégrité environnementale** et, en même temps, apporte des solutions concrètes à leurs problèmes de **développement durable**.

L'équité à long terme

Champ / Pays	Annexe I	Pays intermédiaires Nouveaux engagements	Hors Annexe 1
Développement Durable	. Rééquilibrage du développement entre N/S par APD	Financement de l'APD	Choix : . économiquement viable, . environnementalement sain, . socialement équitable, . institutionnellement cohérent.
UNFCCC / KP	Emissions par tête = convergence par baisse . dette écologique	Emissions par tête = convergence par stabilité	Emissions par tête = convergence par hausse, vers stabilité
Mécanismes de flexibilité	Taxes pour financement adaptation	Taxes financement adaptation	Adaptation PMA
Projet MDP	Investissement PMA via « Clearing House »	Investissement PMA via « Clearing House »	Répartition des gains (émissions et différence de coûts de réduction)

Proposition d'octroi d'un accès en franchise de droits aux PMA annoncée par l'UE

Dans ce que de nombreux analystes des relations commerciales considèrent comme un effort sérieux pour susciter un appui à une nouvelle série de négociations commerciales multilatérales, l'UE a annoncé à la mi-septembre une concession commerciale unilatérale qui éliminerait l'ensemble des droits tarifaires et contingents existants sur toutes les importations de 48 pays les moins avancés (PMA).

Par la proposition dite « Tout sauf les armes » (*Everything But Arms* ou *EBA*), l'UE envisage d'octroyer un accès complet à toutes les marchandises produites par les PMA, à l'exception des armes et des munitions, et imposerait une introduction progres-

sive sur une durée de trois ans des produits « sensibles » – c'est-à-dire la banane, le sucre et le riz.

Pascal Lamy, le Commissaire européen au commerce, a déclaré que la proposition prendra effet immédiatement après sa ratification par le Parlement européen. Les importations actuelles des PMA dans l'UE sont négligeables, s'élevant à environ 0,003% du total des importations de l'UE, soit 77 millions d'euros. En dépit de ceci, l'UE reste le plus grand marché pour les exportations des PMA, avec 56% des produits des PMA entrant en Europe.

L'UE a spécifié qu'à un moment où les chocs pétroliers menacent de ralentir la croissance économique dans toutes les régions du globe, l'amélioration de l'accès au marché à travers cette conces-

(suite à la page 20)

Proposition d'octroi d'un accès ... (suite de la page 19)

sion aidera les PMA à s'adapter à la hausse mondiale des prix du pétrole. Mais le Commissaire Lamy a également déclaré que « nous reconnaissons bien sûr que l'accès en franchise de droits à lui seul ne suffit pas pour permettre aux pays les plus pauvres de profiter de la libération des échanges. Il nous faut les aider à constituer leur capacité à fournir des produits de qualité pour l'exportation, et nous réaffirmons l'engagement de la Commission à poursuivre une assistance technique et financière à cette fin ».

Au moment même de l'annonce de cette proposition de concession, la Commission européenne annonçait également son intention d'améliorer la distribution de produits pharmaceutiques pour le traitement du SIDA, du paludisme et de la tuberculose aux pays où sévissent ces maladies.

Rappelons qu'au cours du processus menant à la conférence ministérielle de Seattle, l'an passé, la question de l'accès au marché avait été une question prioritaire du Groupe des 77. L'absence de consensus sur cette question avait contribué à l'échec de cette conférence.

Il y a eu toutefois, des conjectures, dans de nombreux cercles, sur la question de savoir si, en faisant preuve de bienveillance vis-à-vis des besoins des 48 pays les plus pauvres au monde, la proposition de concession de l'UE ne pourrait pas effectivement diviser la solidarité des pays en développement dans l'opposition au lancement d'une nouvelle série de pourparlers commerciaux. L'octroi aux PMA d'un accès au marché sans restrictions pourrait modifier cette impasse politique de façon spectaculaire.

Dans la liste des Nations Unies des 48 PMA cités dans l'initiative européenne, il y a 39 pays ACP qui, en juin de cette année, ont signé avec l'UE l'Accord de Cotonou qui fixe un agenda de négociations commerciales devant débuter en 2002. Si elle est ratifiée, la proposition de concession européenne ira bien au-delà de l'Accord de Cotonou, en terme d'inclusion, et pourrait susciter des frictions dans le processus de négociation de Cotonou, car les pays ACP seraient soumis à une concurrence accrue de la part des neuf autres PMA cités dans la proposition. D'autres sources d'opposition à la proposition de concession pourraient également venir des pays en développement qui ne figurent pas actuellement sur la liste onusienne des PMA. Les planteurs de café indiens, par exemple, sont inquiets de perdre une part importante de marché au profit des PMA qui ont la capacité de produire le café à meilleur marché et de l'exporter vers l'UE en franchise de droits.

Les pays PMA ACP sont : le Soudan, la Mauritanie, le Mali, le Burkina Faso, le Niger, le Tchad, le Cap Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, la Guinée, la Sierra Leone, le Liberia, le Togo, le Bénin, la République centrafricaine, la Guinée équatoriale, Sao Tomé et Principe, la République démocratique du Congo, le Rwanda, le Burundi, l'Angola, l'Éthiopie, l'Erythrée, Djibouti, la Somalie, l'Ouganda, la Tanzanie, le Mozambique, Madagascar, les Comores, la Zambie, le Malawi, le Lesotho, Haïti, les Iles Salomon, Tuvalu, Kiribati, Vanuatu, et Samoa.

Les pays PMA non-ACP sont : le Yémen, l'Afghanistan, le Bangladesh, les Maldives, le Népal, le Bhoutan, Myanmar (Birmanie), le Laos et le Cambodge.

Pour une liste complète des produits listés dans la proposition de concession européenne, consulter : <http://europa.eu.int/comm/trade/pdf/ebaprodlis.pdf>

Nouvelles régionales africaines

Réunion de ministres africains et européens à Abuja

Des ministres de l'UE et du groupement régional ouest-africain, la CEDEAO, se sont réunis pour la première fois, le lundi 16 octobre, à Abuja, au Nigeria. Les discussions ont porté sur l'intégration régionale, la coopération politique et d'autres programmes de coopération entre l'UE et la CEDEAO. La délégation de l'Union Européenne, conduite par Charles Josselin, ministre français de la coopération était composée de 21 pays européens. L'organisation ouest-africaine, qui compte 15 pays membres, était représentée à Abuja par les ministres des Affaires étrangères du Mali, Ghana, Nigeria et Togo, ainsi que par son secrétaire exécutif, Lansana Kouyaté (Guinée).

La réunion d'Abuja entre dans le cadre des préparatifs en vue des nouveaux accords commerciaux entre l'UE et les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), visant à établir un calendrier pour la suppression progressive des obstacles au commerce entre les parties concernées au titre des règles de l'OMC.

Il faut rappeler que les relations entre l'UE et la CEDEAO ont été lancées en 1998 par des contacts entre hauts fonctionnaires. Elles se sont renforcées au cours des trois dernières années, tant en ce qui concerne le dialogue politique que la coopération entre les deux régions.

Cette réunion ministérielle s'est déroulée à la suite de la signature des Accords de Cotonou qui prévoit la possibilité d'accords commerciaux entre l'Union Européenne et les différentes sous régions ACP. La question, dans le cas de l'Afrique de l'ouest est de savoir si l'institution de référence est la CEDEAO ou l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA) - qui regroupe les pays d'Afrique de l'ouest francophone. Cette dernière étant déjà liée à l'Union européenne par un accord monétaire qui lie, par une parité fixe, le franc cfa à l'euro.

Etant donné que l'UEMOA est plus avancée dans sa construction, plusieurs observateurs estiment que la CEDEAO risquent de faire les frais de ces propres retards. D'autant plus que l'Union européenne avait déjà souligné qu'elle négocierait avec l'organisation sous régionale la plus avancée.

Le COMESA lance une Zone de libre-échange

Le Marché commun de l'Afrique orientale et septentrionale, premier accord de libre-échange régional, est entré en vigueur le 31 octobre 2000. L'accord de libre échange, signé par neuf pays Membres (Djibouti, l'Égypte, le Kenya, Maurice, Madagascar, le Malawi, le Soudan, la Zambie, et le Zimbabwe) va réduire les obstacles tarifaires sur les marchandises et services commercialisables produits dans la région. Les Membres, qui font tous partie du COMESA se sont engagés à développer une union douanière commune et de libéraliser les investissements d'ici 2004, avec l'objectif d'une union monétaire d'ici 2025.

Le COMESA (qui regroupe l'Angola, le Burundi, les Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Égypte, l'Erythrée, le Kenya, Madagascar, le Malawi, Maurice, la Namibie, le Rwanda, les Seychelles, le Soudan, le Swaziland, la Tanza-

nie, l'Ouganda, la Zambie et le Zimbabwe) constitue le plus grand ensemble commercial de l'Afrique.

Certains pays ont exprimé la crainte de perdre des recettes douanières s'ils se joignent à la Zone de Libre Echange. D'autres estiment que leurs industries ne sont pas compétitives pour en faire partie.

La logique économique du développement d'une zone commerciale régionale africaine repose sur l'espoir qu'une zone de libre échange aidera à assurer l'accès au marché régional pour les producteurs locaux, et à réduire la dépendance des marchés du Nord dont l'accès aux exportations africaines est soumis à plusieurs obstacles, et ce, en dépit du récent Accord de Cotonou, et de son précurseur, la Convention de Lomé (deux accords d'accès préférentiel avec l'Europe).

Les producteurs africains non seulement ont des difficultés à concurrencer les producteurs du Nord, mais trouvent prohibitives les prescriptions strictes en matière d'accès aux marchés imposées par les autorités européennes. La Banque mondiale, par exemple, estime que les exportateurs africains perdent approximativement 700 millions de dollars US par an en raison de normes strictes en matière de sécurité sanitaire, qui sont souvent plus sévères que celles recommandées par le Codex Alimentarius, l'organe de l'ONU chargée d'établir les normes de sécurité des aliments.

Cependant, il est loin d'être certain que les gains générés du COMESA seront équitablement répartis. L'asymétrie économique régionale entre Membres est très marquée. L'Egypte, qui a l'économie la plus forte, avait en 1999 un PIB de 89,2 milliards de dollars US, neuf fois supérieur à celui du Kenya, seconde économie de la Communauté. Djibouti, le Membre le plus petit du COMESA, a enregistré, la même année, un PIB de 500 millions de dollars US. En outre, avec un avantage compétitif marginal, nombre des producteurs de la région craignent que la libéralisation régionale des échanges ait l'effet inverse, en générant une autre vague de désindustrialisation régionale.

De plus, le commerce intra-régional est très limité, s'élevant approximativement à 1,5 milliards de dollars US en 1998, avec une baisse de 1,3% entre 1970 et 1998.

A noter qu'au moment de la création du COMESA, en 1994, les Etats membres (excepté l'Egypte et le Rwanda) enregistraient une croissance négative de 0,5%. Actuellement, des signes de reprise sont perceptibles, et cette année le taux de croissance devrait atteindre environ 4% et aucun des Etats membres n'enregistrera de croissance négative selon le Président de la communauté, le mauricien M. Jugnauth, cité par l'AFP.

Le danger le plus grand auquel risque de se heurter l'accord est l'existence de plusieurs conflits impliquant des pays de la zone. En effet, cinq pays sur les vingt que compte la COMESA sont en conflit soit avec leurs voisins, soit en guerre civile, ce qui rend difficile leur effort d'intégration économique.

Beaucoup de pays font également face au Sida qui frappe leurs populations actives et freine leur développement économique.

Les pays de la SADC lance la zone de libre échange

Les 10 pays membres de la SADC (l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, le Lesotho, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, la République démocratique du Congo, les Seychelles,

le Swaziland, la Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe) ont décidé de lancer une zone de libre échange et mettre en place un marché commun. Ce sont deux principales conclusions ressorties du sommet annuel de l'organisation qui s'est tenu début août à Windhoek.

Ils sont dix pays à signer l'accord de libre échange (l'Afrique du sud, le Lesotho, le Malawi, l'Ile Maurice, la Namibie, le Mozambique, la Tanzanie, le Zimbabwe le Botswana et le Swaziland) et formeront le noyau de départ du marché commun du continent africain. L'entrée en vigueur de l'accord devrait permettre de lever d'ici huit ans, la plupart des barrières douanières entre les pays signataires.

L'accord prévoit en effet que 85% du commerce de la SADC sera libéralisé en 2008. Les 15% restants (ceux qui touchent aux «produits sensibles») devraient y être inclus d'ici 2012. Il devra par ailleurs mettre fin à l'Union douanière qui lie actuellement cinq pays d'Afrique australe, à savoir, l'Afrique du sud et les quatre pays dont la monnaie est alignée sur le rand sud africain : le Swaziland, le Botswana, la Namibie et le Lesotho.

Mais, la zone de libre échange risque d'être déséquilibré, car, le produit intérieur brut de l'Afrique du sud (environ 150 milliards de dollars) représente trois fois celui des 13 autres pays de la SADC réunis. Cependant, l'Afrique australe espère que cette zone augmentera globalement d'ici 2004, de 25 à 35%, le commerce parmi les pays membres et facilitera les investissements étrangers dans la région.

A côté des questions d'intégration économiques, le sommet de la SADC a discuté de l'allègement de la dette et du règlement des conflits qui minent certains pays membres de l'organisation. Les guerres en cours en République Démocratique du Congo et en Angola ont provoqué des tensions et des divisions dans la région, accaparé les ressources de certains pays membres et nuï à la croissance. Le Zimbabwe, la Namibie et l'Angola qui sont tous membres de la SADC interviennent militairement depuis 1998 en RDC pour soutenir le régime du président Laurent-Désiré Kabila, confrontée à une rébellion armée.

Abordant la question du sida, le sommet de Windhoek a demandé à l'industrie pharmaceutique internationale de financer une aide globale contre le virus du sida. Cette aide devrait servir à financer un ensemble d'actions pour combattre l'épidémie incluant des médicaments à bon marché, des infrastructures et des services médicaux.

Aspects agricoles des négociations multilatérales

Les pays de l'Afrique de l'ouest et du centre se concertent

Environ quatre vingt délégués venus de l'Afrique de l'ouest et du centre ainsi que des représentants d'organisations bilatérales et multilatérales ont pris part du 2 au 6 octobre 2000 à Dakar, à un atelier régional sur le thème : « Quel appui pour les pays d'Afrique de l'ouest et du centre face aux aspects agricoles des négociations multilatérales ? ».

Organisé par la Conférence des Ministres de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (CMA/AOC) le Centre Technique de Coopération

(suite à la page 22)

Les pays de la SADC... (suite de la page 21)

Agricole rurale, la réunion de Dakar avait entre autres objectifs, « d'aider les pays africains à se doter de capacités suffisantes pour saisir toutes les opportunités dans le cadre des futures négociations en vue d'intégrer le système d'échange international ».

Différents thèmes ont fait l'objet de larges débats : les résultats du Cycle d'Uruguay et l'état des processus de négociation, l'Accord de partenariat UE-ACP, les obligations faisant suite à cet Accord sur les aspects des droits de propriété touchant au commerce (ADPIC), forces et faiblesses des accords du point de vue d'un observateur.

Il est ressorti des différents ateliers et panels qu'il existe de multiples contraintes concernant l'application des mesures de l'OMC en Afrique de l'ouest et du centre et ce, à différents niveaux :

Au niveau de l'accès aux marchés par exemple, le constat quasi général des séminaristes de Dakar est qu'il est toujours difficile de respecter les normes sanitaires et phytosanitaires, et que les normes environnementales risquent de servir de réservoir des barrières non tarifaires au commerce agricoles des pays en développement

Les experts réunis à Dakar ont aussi donné leur point de vue sur les mesures de soutien interne et de concurrence à l'exportation avant de souligner les difficultés rencontrées pour différencier les effets du Cycle d'Uruguay et ceux des programmes d'ajustement structurels.

Quant aux ADPIC, les pays d'Afrique de l'ouest et du centre, en signant la Convention de Bangui (qui n'est pas ratifiée par tous les pays concernés) semblent s'orienter vers l'adoption d'un droit *sui generis*.

En ce qui concerne la décision concernant les PMA et les pays importateurs nets de produits alimentaires, les experts réunis à Dakar estiment que cette décision ne comporte pas de mécanismes opérationnels, et le mécanisme régional pour la cohésion des offres lors des négociations internationales ne fonctionne pas encore de manière optimale.

Sur les accords UE/ACP, il a été noté l'érosion des préférences et l'introduction potentielle de la réciprocité dans les nouveaux Accords de Cotonou, deux éléments qui sont de nature à amenuiser davantage les parts de marchés des pays de l'Afrique de l'ouest et du centre dans la zone UE.

D'autre part, il a été constaté que les pays de l'Afrique de l'ouest et du centre font face à de graves difficultés dans la conduite des négociations internationales. Difficultés qui ont pour noms : absence de définition d'objectifs et de stratégies nationaux et régionaux préalables aux négociations, absence de coordination interministérielle permanente au niveau local comme au niveau régional, méconnaissance des enjeux des négociations, déficit ou absence de mobilisation des expertises nationales et régionales pour la préparation et la conduite des négociations ainsi que le suivi de la mise en œuvre des accords, non-implication de tous les acteurs concernés dans la préparation des négociations etc.

Compte tenu de toutes ces difficultés, les participants à l'atelier de Dakar recommandent aux pays d'Afrique du centre et de l'ouest, avec l'appui des organisations sous régionales existantes, de mettre en place, renforcer ou institutionnaliser des cellules de coordination au niveau national et un cadre de concertation permanent au niveau régional. Les cellules nationales de coordination auront pour

tâche d'impulser le dialogue entre les acteurs agricoles publics et privés lors de la préparation des dossiers techniques en vue des négociations et pour le suivi de la mise en œuvre des mesures.

Le cadre de concertation permanent favorisera le dialogue entre les pays de l'Afrique de l'ouest et du centre pour une harmonisation des propositions en direction des négociations internationales. Ce qui doit leur permettre de parler d'une seule et même voix et au besoin, de mandater l'un d'entre eux pour présenter les propositions soutenues par l'ensemble. Ce cadre devra travailler en étroite collaboration avec le Groupe africain de Genève.

Mais, la négociation des instruments demandent des préalables. Les participants à l'atelier de Dakar recommandent aux pays, de faire, avec l'appui des cellules nationales et du cadre de concertation permanent, un état des lieux et procéder à une définition des objectifs des pays de la région, notamment en matière de politique agricole et de sécurité alimentaire.

Il a été par ailleurs suggéré de soutenir la création de centres régionaux d'excellence technologique pour améliorer la connaissance, la maîtrise et la mise en œuvre des normes (techniques, sanitaires, phytosanitaires, environnementales).

Les pays sont invités à identifier les priorités et à élaborer dans le cadre des organisations régionales existantes, des programmes réellement intégrés dans le processus de négociation et de suivi des mises en œuvre des Accords. A cet effet, des ateliers nationaux et régionaux doivent être organisés pour la sensibilisation, la formation et l'information des différents acteurs concernés par les négociations.

Les participants ont recommandé aux Etats de susciter une renégociation sur certains instruments, notamment, les mesures de soutien internes pour les rendre plus transparentes et plus équitables. Une boîte de développement pourrait être promue lors de ces renégociations.

Réunion des ministres africains du commerce au Caire

Les ministres du commerce des Etats Membres de l'OUA se sont réunis au Caire en Egypte au mois de Septembre dernier. A l'ordre du jour de cette réunion :

- le réexamen de la mise en œuvre du programme de libéralisation commerciale entre les pays africains ;
- l'évolution des Communautés Economiques Régionales (REC) ;
- la préparation des futures négociations à l'OMC ;
- l'avenir des relations UE/ACP après la signature de l'Accord de Cotonou ;
- la loi américaine sur le commerce et les opportunités économiques en Afrique.

Les ministres du commerce de l'OUA ont estimé que le développement du commerce entre pays africains est un préalable fondamental à l'intégration au marché mondial. Tout en saluant les efforts d'intégration accomplis par la SADC et le COMESA en lançant leurs zones de libre échange, les ministres ont exprimé leur souhait de voir ces exemples se développer à l'échelle continentale. Ils ont demandé au Secrétariat général OUA/CEA (Communauté Economique Africaine), d'entreprendre, en collaboration avec les REC, des études approfondies afin d'examiner plus en détail, les

questions liées à la compétitivité des industries, de même que les pertes de revenus pouvant survenir du fait des programmes de libéralisation commerciale.

En réexaminant les résultats de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC et les développements récents des négociations en cours, les ministres du commerce de l'OUA ont décidé de maintenir leur position d'avant Seattle adoptée lors de la session ordinaire de l'OUA tenue en septembre 99 à Alger.

Une préparation technique et une coordination devraient cependant s'intensifier entre les groupes africains de Bruxelles et de Genève de même qu'avec les capitales africaines.

Constatant le peu de progrès réalisé pour restaurer la crédibilité de l'OMC, les ministres demandent que de meilleures décisions soient prises par cette organisation afin d'aboutir à des résultats positifs et concrets pour les pays africains.

En perspective à la prochaine Conférence ministérielle du commerce que l'OMC projette d'organiser avant la fin 2001, les ministres demandent une évaluation détaillée, d'un point de vue africain, de l'état d'avancement du programme de travail de l'OMC.

Afin de faciliter la préparation de l'Afrique à cette conférence, le Secrétariat de l'OUA/CEA a été mandaté pour mener à bien cette évaluation en collaboration avec le panel des experts OUA/CEA, le groupe africain à l'OMC, la CEA et les secrétariats de la CNUCED et de l'OMC.

Abordant la question des relations Union européenne-ACP après la signature de l'Accord de Cotonou, les ministres du commerce de l'OUA ont estimé que les comités du commerce, de la douane et de l'immigration de la Communauté économique africaine devraient assurer une meilleure coordination entre les groupes africains de Genève et de Bruxelles pour éviter des positions conflictuelles dans différents fora tels que l'OMC et les ACP-UE.

Les pays africains doivent adopter une position commune dans les préparatifs pour les négociations entre ACP-UE prévues en Septembre 2002 sur les accords commerciaux, en tenant compte des Accords de libéralisation commerciale entre les REC, l'Afrique et les Etats-Unis et avec les autres Membres de l'OMC. Une réunion devrait être organisée à cet effet. Cette position commune devra spécifier comment les Accords renforceront les capacités de production et d'exportation des économies africaines.

Pour ce qui est de la Loi américaine sur la croissance et les opportunités en Afrique, les ministres du commerce de l'OUA ont salué sa promulgation, bien qu'ils en reconnaissent les faiblesses. Ils ont demandé au Secrétariat Général OUA/CEA d'entreprendre des études approfondies en collaboration avec la CEA, la CNUCED et les REC pour déterminer les avantages et les inconvénients pour les Etats Membres, ainsi que leurs capacités à tirer profit de cette Loi. Ils ont exhorté les Etats Membres à améliorer leurs exportations et diversifier leurs productions pour réellement tirer avantage du marché américain.

D'autres thèmes tels que le projet d'un modèle de législation africaine pour la protection des Droits des communautés locales, des fermiers, des éleveurs et la régulation de l'accès aux ressources biologiques ainsi que le réexamen des conclusions de la dixième réunion de la CNUCED tenue à Bangkok en février 2000 ont été discutés.

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PASSERELLES/PUNTES/BRÜCKEN

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD ENDA TM et FUTURO remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



enda tiers-monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable est publiée tous les deux mois par ENDA Tiers - Monde et ICTSD.

Secrétaire Exécutif: Jacques Bugnicourt.

Secrétaire Exécutif à l'International: Youba Sokona.

Responsable de publication:

Taoufik Ben Abdallah

Rédaction: Awa Thiaw, Seynabou Mbodj

Traduction: Aminata Sow, Maimouna Kâ

Diffusion: Sata Tall

Adresse: B.P. 3370 Dakar, Sénégal

Tél: (221) 821-70-37

Fax: (221) 822-2695

E-mail: syspro2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn>



INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif: Ricardo Meléndez-Ortiz

Editrice: Anja Halle

Tél: (41-22) 917-8492

Fax: (41-22) 917-8093

E-mail: ictsd@ictsd.ch

Web: <http://www.ictsd.org>



FUTURO
LATINOAMERICANO

PUNTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur: Nicolas Lucas

Editrice: Mariá Amparo Albán

Téléfax: (593-2) 920 635 / 920 636

E-mail: flla@interactive.net.ec



GERMANWATCH

BRÜCKEN zwischen Handel und zukunftsfähiger Entwicklung, l'édition allemande de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois en collaboration avec Germanwatch.

Coordinateur: Rainer Engels

Editrice: Martina Schaub

Tél: (49-228) 60492-0

Fax: (49-228) 60492-19

E-mail: tradewatch@germanwatch.org

Web: <http://www.germanwatch.org>

Les opinions exprimées dans les articles signés de *PASSERELLES* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles d'ENDA TM et d'ICTSD. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial à condition d'en citer l'origine et les auteurs.

BRIDGES Weekly Trade News Digest

Pour vous abonner au bulletin hebdomadaire de l'ICTSD sur le commerce, l'environnement et le développement, envoyez un courrier électronique à: listserv@iatp.org. Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, écrivez: subscribe bridges. La revue est aussi disponible sur le site internet de l'ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.

Toutes les réunions de l'OMC ont lieu à Genève. Les dates peuvent changer. Veuillez contacter l'OMC pour confirmation.
Internet : <http://www.wto.org>. Tous les numéros de téléphone et de Fax de l'OMC commencent par (41-22) 739-
Seuls les numéros de postes sont donnés dans ce document.

Réunions de novembre et décembre

8-9 novembre	Réunion du Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires de l'OMC
13-15 novembre	Réunion des ministres africains du commerce. Gouvernement du Gabon et Secrétariat de l'OMC. Libreville, Gabon. Contact : Secrétariat de l'OMC, Tél : (41-22) 739 51 11, Fax : (41-22) 731 42 06, E-mail: enquiries@wto.org
13-24 novembre	Conference of the Parties 6 (COP6), Climate Treaty, The Hague, Netherlands.
15-17 novembre	Réunion du comité de l'agriculture de l'OMC
20-21 novembre	Second CBD/UNESCO Consultative Working Group of Experts on Biological Diversity Education and Public Awareness. Bergen, Norvège. Contact : Mr. Hamdallah Zedan, Secrétaire Exécutif, Tél : 514 288 6588, E-mail : secretariat@biodiv.org , http://www.biodiv.org
20-25 novembre	Réunion du Conseil de la F.A.O. Rome, Italie. Contact : F.A.O. Tél : 39 06 5705 2287, Fax : 39 06 5705 3369, http://www.fao.org
23 novembre	Réunion de l'Organe de règlements des différends de l'OMC
27-30 novembre	Réunion du Conseil des Aspects des Droits de Propriété Intellectuelle qui touchent au commerce de l'OMC.
1 ^{er} décembre	Réunion du Comité des règles d'origine de l'OMC
7-8 décembre	Réunion du Conseil Général de l'OMC
11-14 décembre	Consultation d'experts sur la technologie du poisson en Afrique - Mbour, Sénégal. FAO. Contact: Teutscher, F Code de la réunion: FI - 809
8 décembre	Réunion du Comité des règles d'origine de l'OMC
11-13 décembre	Réunion de l'Organe de supervision des textiles de l'OMC.
11-17 décembre	Rencontres Dakar 2000 sur la dette. Dakar, Sénégal. Contact : Eric Toussaint, Comité pour l'annulation de la dette du Tiers-Monde, 29 rue Plantin, 1070 Bruxelles, Tél : (322) 527 59 90, Fax: (322) 522 62 27, E-mail: cadtm@skynet.be , http://users.skynet.be/cadtm
11-22 décembre	COP 4 : Quatrième conférence des parties à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (CCD). Bonn, Allemagne. Contact : UNCCD, Tél : (49-228) 815 2800, Fax: (49-228) 815 2898/99, E-mail: secretariat@unccd.int , http://www.unccd.int
12 décembre	Réunion de l'Organe de règlement des différends de l'OMC.

Publications et Ressources

Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED). 2000. Rapport sur le Commerce et le Développement. Nations Unies. Genève/New York.

Correa Carlos M. Intellectual Property Rights, the WTO and Developing Countries. 2000. Third World network (TWN).

Commission Européenne. Collecte et analyse de données pour l'aménagement durable des forêt – Joindre les efforts nationaux et internationaux. 2000.

Drabek, Z ; Payne, W. The impact of transparency on foreign direct investment. 1999. WTO

International Trade Centre (ITC). Performances à l'exportation de l'Afrique : exemples de réussite. février 2000. ITC, e-mail : marianne@intracen.org. <http://www.intracen.org>

Khor Martin. Globalisation and the South : some critical issues. 2000. Third World Network (TWN).

McPherson, M. Sustaining trade and exchange rate reform in Africa : Lessons for Macroeconomic Managment. 2000. USAID.

Nijar Gurdial Singh. Model National Biosafety law. 1999. Third World Network (TWN).

OCDE. Juillet 2000. Une nouvelle économie?: Transformation du rôle de l'innovation et des technologies de l'information dans la croissance.

OCDE. Mars 2000. Perspectives des technologies de l'information de l'OCDE 2000 : TIC, commerce électronique et économie de l'information.

OCDE. Septembre 1998. Les technologies du XXIème siècle : Promesses et périls d'un futur dynamique.

Pederson, Poul Ove. The changing structure of transport under trade liberalisation and globalization and its impact on African development. 2000. Centre for Development research (CDR). <http://www.eldis.org>

PNUD. 2000. Debt and Sustainable Development. Technical advisory Paper N°4. UNDP. <http://magnet.undp.org/docs/efa/techpaper4/default.htm>.

Poirson Helene. Factor Reallocation and Growth in Developing Countries. Working paper WP/00/94. FMI. June 2000.

Solagral: Convention sur la biodiversité. Conférence des Parties n° V, Ateliers d'information et de débats : Enjeux et débats autour de la biodiversité. Synthèses des ateliers, 16-18 mai 2000.

Stevens Chris. 1998. Levelling the field : The Impact of CAP reforms on developing countries. Catholic Institute for International Research (CIIR).

The Special Programme for African Agricultural Ressources (SPAAR). Directory for Agricultural Research and Development in Africa. 1999. Contact : Jiraporn Cooper. E-mail : jcooper@worldbank.org

Weisbrot, M; Baker, D; Naiman, R; Neta, G. Growth may be good for the poor: but are IMF and World Bank policies good for growth?: a closer look at the World Bank's most recent defense of its policies. 2000. Center for Economic and Policy Research (CEPR). Washington.

WWF International. Biodiversity : From theory to practice, incentive measures in developing countries. 1998. <http://www.wwfnet.org>

Williamson, J.G. Land, Labor and Globalization in the Pre-Industrial Third World. 2000. National Bureau of Economic Research (NBER).